

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2013/15117]

14 AVRIL 2013. — Loi portant assentiment à la Convention internationale de 2004 pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires, faite à Londres le 13 février 2004 (1) (2)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. La Convention internationale de 2004 pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires, faite à Londres le 13 février 2004, sortira son plein et entier effet.

Art. 3. Les amendements à l'Annexe de la Convention internationale de 2004 pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires, faite à Londres le 13 février 2004, qui sont adoptés en application de l'article 19 de la Convention internationale de 2004 pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires, faite à Londres le 13 février 2004, sans que la Belgique s'oppose à leur adoption, sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 14 avril 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDERS

Le vice-premier ministre et ministre de la Mer du Nord,
J. VANDE LANOTTE

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
A. TURTELBOOM

Note

(1) *Session 2012-2013.*

Sénat.

Documents. — Projet de loi déposé le 14 novembre 2012, n° 5-1839/1. — Amendements, n° 5-1839/2. — Rapport, n° 5-1839/3.

Annales parlementaires. — Discussion et vote. Séance du 24 janvier 2013.

Chambre.

Documents. — Projet transmis par le Sénat, n° 53-2617/1. — Rapport fait au nom de la commission, n° 53-2617/2. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 53-2617/3.

Annales parlementaires. — Discussion et vote. Séance du 7 mars 2013.

(2) Voir le Décret de la Région flamande du 13 novembre 2015 (*Moniteur belge* du 2 décembre 2015), le Décret de la Région wallonne du 12 janvier 2012 (*Moniteur belge* du 26 janvier 2012) et l'Ordonnance de la Région Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 (*Moniteur belge* du 2 mai 2014).

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2013/15117]

14 APRIL 2013. — Wet houdende instemming met het Internationaal Verdrag van 2004 voor de controle en het beheer van ballastwater en sedimenten van schepen, gedaan te Londen op 13 februari 2004 (1) (2)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Het Internationaal Verdrag van 2004 voor de controle en het beheer van ballastwater en sedimenten van schepen, gedaan te Londen op 13 februari 2004, zal volkomen gevolg hebben.

Art. 3. De wijzigingen van de Bijlage van het Internationaal Verdrag van 2004 voor de controle en het beheer van ballastwater en sedimenten van schepen, gedaan te Londen op 13 februari 2004, die met toepassing van artikel 19 van het Internationaal Verdrag van 2004 voor de controle en het beheer van ballastwater en sedimenten van schepen, gedaan te Londen op 13 februari 2004, worden aangenomen, zonder dat België zich tegen de aanneming ervan verzet, zullen volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 14 april 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDERS

De vice-eerste minister en minister van Noordzee,
J. VANDE LANOTTE

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
A. TURTELBOOM

Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Senaat.

Documenten. — Ontwerp van wet ingediend op 14 november 2012, nr. 5-1839/1. — Amendementen, nr. 5-1839/2. — Verslag, nr. 5-1839/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en stemming. Vergadering van 24 januari 2013.

Kamer.

Documenten. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 53-2617/1. — Verslag namens de commissie, nr. 53-2617/2. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 53-2617/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en stemming. Vergadering van 7 maart 2013.

(2) Zie het Decreet van het Vlaamse Gewest van 13 november 2015 (*Belgisch Staatsblad* 2 december 2015), het Decreet van het Waalse Gewest van 12 januari 2012 (*Belgisch Staatsblad* van 26 januari 2012) en de Ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 maart 2014 (*Belgisch Staatsblad* van 2 mei 2014).

CONVENTION INTERNATIONALE DE 2004 POUR LE CONTROLE ET LA GESTION DES EAUX DE BALLAST ET SEDIMENTS DES NAVIRES

LES PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION,

Rappelant l'article 196, 1), de la Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer, qui dispose notamment que « Les Etats prennent toutes les mesures nécessaires pour prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin résultant de l'utilisation de techniques dans le cadre de leur juridiction ou sous leur contrôle, ou l'introduction intentionnelle ou accidentelle en une partie du milieu marin d'espèces étrangères ou nouvelles pouvant y provoquer des changements considérables et nuisibles »,

Notant les objectifs de la Convention de 1992 sur la diversité biologique et le fait que le transfert et l'introduction d'organismes aquatiques nuisibles et d'agents pathogènes par les eaux de ballast des navires menacent la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, ainsi que la décision IV/5 concernant la conservation et l'utilisation durable des écosystèmes marins et côtiers, adoptée en 1998 par la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP 4), de même que la décision VI/23 concernant les espèces exotiques qui menacent des écosystèmes, des habitats ou des espèces, y compris les principes directeurs relatifs aux espèces envahissantes, adoptée en 2002 par la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP 6),

Notant aussi que la Conférence de 1992 des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) avait prié l'Organisation maritime internationale (« l'Organisation ») d'envisager d'adopter des règles appropriées concernant le rejet des eaux de ballast,

Ayant à l'esprit l'approche de précaution énoncée au Principe 15 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement et mentionnée dans la résolution MEPC.67(37), adoptée le 15 septembre 1995 par le Comité de la protection du milieu marin de l'Organisation,

Ayant à l'esprit également que le Sommet mondial de 2002 pour le développement durable a demandé, au paragraphe 34, b), de son Plan d'application, des actions à tous les niveaux pour accélérer la mise au point de mesures visant à trouver une solution au problème des espèces allogènes envahissantes rejetées dans l'eau de ballast,

Conscientes que le rejet incontrôlé d'eaux de ballast et de sédiments par les navires a entraîné le transfert d'organismes aquatiques nuisibles et d'agents pathogènes qui portent atteinte ou nuisent à l'environnement, à la santé humaine, aux biens et aux ressources,

Reconnaissant l'importance que l'Organisation a donnée à cette question en adoptant les résolutions de l'Assemblée A.774(18) en 1993 et A.868(20) en 1997 afin de traiter du transfert d'organismes aquatiques nuisibles et d'agents pathogènes,

Reconnaissant en outre que plusieurs Etats ont agi individuellement afin de prévenir, réduire au minimum et, en dernier ressort, éliminer les risques d'introduction d'organismes aquatiques nuisibles et d'agents pathogènes par les navires entrant dans leurs ports, et reconnaissant aussi que cette question, qui présente un intérêt mondial, nécessite la prise de mesures fondées sur des règles applicables à l'échelle mondiale et des directives pour l'application efficace et l'interprétation uniformes de ces règles,

Desireuses de voir se poursuivre la mise au point d'options de gestion des eaux de ballast plus sûres et plus efficaces qui permettront de prévenir, de réduire au minimum et, en dernier ressort, d'éliminer le transfert d'organismes aquatiques nuisibles et d'agents pathogènes,

Resolues à prévenir, réduire au minimum et, en dernier ressort, éliminer les risques pour l'environnement, la santé humaine, les biens et les ressources dus au transfert d'organismes aquatiques nuisibles et d'agents pathogènes, grâce au contrôle et à la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires, tout en évitant les effets secondaires indésirables qu'un tel contrôle pourrait avoir, et à encourager l'évolution des connaissances et technologies connexes,

VERTALING

INTERNATIONAAL VERDRAG VAN 2004 VOOR DE CONTROLE EN HET BEHEER VAN BALLASTWATER EN SEDIMENTEN VAN SCHEPEN

DE PARTIJEN BIJ DIT VERDRAG,

In herinnering roepend artikel 196, 1), van het Verdrag van de Verenigde Naties inzake het recht van de zee van 1982, dat bepaalt « Staten nemen alle nodige maatregelen ter voorkoming, vermindering en bestrijding van verontreiniging van het mariene milieu, voortvloeiend uit het gebruik van onder hun rechtsmacht of toezicht staande technologieën, of de opzettelijke of onbedoelde introductie van uitheemse of nieuwe soorten in een bepaald deel van het mariene milieu, die daarin aanmerkelijke en schadelijke veranderingen kan teweegbrengen »,

Gelet op de doelstellingen van het Verdrag inzake biologische diversiteit van 1992 en het feit dat de verplaatsing en binnenkomst van schadelijke aquatische organismen en ziektekiemen via het ballastwater van schepen het behoud en duurzaam gebruik van de biodiversiteit bedreigt alsmede besluit IV/5 in 1998 van de Conferentie van de Partijen (COP 4) bij het Verdrag inzake biologische diversiteit inzake het behoud en duurzaam gebruik van mariene en kustgebonden ecosystemen, alsmede besluit VI/23 in 2002 van de Conferentie van de Partijen (COP 6) bij het Verdrag inzake biologische diversiteit inzake uitheemse soorten die bedreigend zijn voor ecosystemen, habitats of soorten, met inbegrip van een leidraad met betrekking tot invasieve soorten,

Voorts gelet op het feit dat de Conferentie van de Verenigde Naties inzake milieu en ontwikkeling (UNCED) de Internationale Maritieme Organisatie (« de Organisatie ») in 1992 heeft verzocht de aanneming te overwegen van passende regels voor het lozen van ballastwater,

Indachtig de voorzorgsbenadering vervat in Beginsel 15 van de Verklaring van Rio inzake milieu en ontwikkeling en waarnaar verwezen wordt in resolutie MEPC.67(37), op 15 september 1995 aangenomen door het Comité voor de bescherming van het mariene milieu van de Organisatie,

Voorts indachtig de oproep in het vierendertigste lid, b), van het Plan van aanpak van de Wereldtop inzake duurzame ontwikkeling van 2002 tot actie op alle niveaus teneinde maatregelen op te stellen om de invasieve uitheemse soorten in ballastwater aan te pakken,

Zich ervan bewust dat het ongecontroleerd lozen van ballastwater en sedimenten door schepen heeft geleid tot de verplaatsing van schadelijke aquatische organismen en ziektekiemen hetgeen schade veroorzaakt aan het milieu, de gezondheid van de mens, goederen en hulpbronnen,

Erkendend het belang dat de Organisatie aan deze kwestie hecht door middel van resoluties A. 774(18) in 1993 en A.868(20) in 1997 van de Assemblée die zijn aangenomen ten behoeve van de aanpak van de verplaatsing van schadelijke aquatische organismen en ziektekiemen,

Voorts erkennend dat verschillende Staten individueel maatregelen hebben getroffen teneinde de gevaren van de introductie van schadelijke aquatische organismen en ziektekiemen via schepen die hun havens binnenlopen te voorkomen, te beperken en uiteindelijk uit te bannen en tevens dat deze kwestie die wereldwijd een bron van zorg vormt, maatregelen vergt op grond van wereldwijd toepasselijke voorschriften tezamen met richtsnoeren voor de doeltreffende implementatie en uniforme interpretatie,

Geleid door de wens de ontwikkeling van veiliger en doeltreffender mogelijkheden voor het beheer van ballastwater voort te zetten hetgeen zal leiden tot verdere voorkoming, beperking en uiteindelijk de uitbanning van de verplaatsing van schadelijke aquatische organismen en ziektekiemen,

Vastbesloten de gevaren voor het milieu, de gezondheid van de mens, goederen en hulpbronnen die voortvloeien uit de verplaatsing van schadelijke aquatische organismen en ziektekiemen te voorkomen, te beperken en uiteindelijk uit te bannen door middel van controle en beheer van het ballastwater en de sedimenten van schepen, alsmede de ongewenste neveneffecten van die controle te vermijden en ontwikkelingen in de kennis en technologie op dat gebied aan te moedigen,

Considérant que le meilleur moyen d'atteindre ces objectifs est de conclure une Convention internationale pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires,

Sont convenues de ce qui suit :

Article premier

Définitions

Aux fins de la présente Convention, sauf disposition expresse contraire :

1. *Administration* désigne le gouvernement de l'Etat sous l'autorité duquel le navire est exploité. Dans le cas d'un navire autorisé à battre le pavillon d'un Etat, l'Administration est le gouvernement de cet Etat. Dans le cas des plates-formes flottantes affectées à l'exploration et à l'exploitation des fonds marins et de leur sous-sol adjacents aux côtes sur lesquelles l'Etat côtier exerce des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation de ses ressources naturelles, y compris les unités flottantes de stockage (FSU) et les unités flottantes de production, de stockage et de déchargement (FPSO), l'Administration est le gouvernement de l'Etat côtier intéressé.

2. *Eaux de ballast* désigne les eaux et les matières en suspension prises à bord d'un navire pour contrôler l'assiette, la gîte, le tirant d'eau, la stabilité ou les contraintes.

3. *Gestion des eaux de ballast* désigne les processus mécanique, physique, chimique et biologique utilisés, isolément ou parallèlement, pour éliminer ou rendre inoffensifs les organismes aquatiques nuisibles et les agents pathogènes présents dans les eaux de ballast et sédiments, ou à empêcher qu'ils soient admis dans ces eaux et sédiments ou rejetés avec ces eaux et sédiments.

4. *Certificat* désigne le certificat international de gestion des eaux de ballast.

5. *Comité* désigne le Comité de la protection du milieu marin de l'Organisation.

6. *Convention* désigne la Convention internationale pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires.

7. *Jauge brute* désigne la jauge brute calculée conformément aux règles sur le jaugeage des navires énoncées à l'Annexe 1 de la Convention internationale de 1969 sur le jaugeage des navires, ou dans toute convention qui lui succéderait.

8. *Organismes aquatiques nuisibles et agents pathogènes* désigne les organismes aquatiques et les agents pathogènes qui, s'ils sont introduits dans la mer, les estuaires ou les cours d'eau, peuvent mettre en danger l'environnement, la santé humaine, les biens ou les ressources, porter atteinte à la diversité biologique ou gêner toute autre utilisation légitime de ces milieux.

9. *Organisation* désigne l'Organisation maritime internationale.

10. *Secrétaire général* désigne le Secrétaire général de l'Organisation.

11. *Sédiments* désigne les matières provenant de l'eau de ballast qui se sont déposées à l'intérieur d'un navire.

12. *Navire* désigne un bâtiment de quelque type que ce soit exploité en milieu aquatique et englobe les engins submersibles, les engins flottants, les plates-formes flottantes, les FSU et les FPSO.

Article 2

Obligations générales

1. Les Parties s'engagent à donner pleinement effet aux dispositions de la présente Convention et de son Annexe afin de prévenir, de réduire au minimum et, en dernier ressort, d'éliminer le transfert d'organismes aquatiques nuisibles et d'agents pathogènes grâce au contrôle et à la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires.

2. L'Annexe fait partie intégrante de la présente Convention. Sauf disposition expresse contraire, toute référence à la présente Convention constitue en même temps une référence à son Annexe.

3. Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme empêchant une Partie de prendre, individuellement ou conjointement avec d'autres Parties, des mesures plus rigoureuses destinées à prévenir, réduire ou éliminer le transfert d'organismes aquatiques nuisibles et d'agents pathogènes grâce au contrôle et à la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires, en conformité avec le droit international.

4. Les Parties s'efforcent de coopérer afin de garantir la mise en œuvre, l'observation et la mise en application effectives de la présente Convention.

Overwegende dat deze doelstellingen het best kunnen worden verwezenlijkt door het sluiten van een Internationaal Verdrag voor de controle en het beheer van ballastwater en sedimenten van schepen,

Zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1

Begripsomschrijvingen

Voor de toepassing van dit Verdrag, tenzij uitdrukkelijk anders bepaald, wordt verstaan onder :

1. *Administratie* betekent de regering van de Staat aan wiens gezag het schip is onderworpen. Wat betreft schepen die gerechtigd zijn de vlag van een Staat te voeren, is de Administratie de regering van die Staat. Wat betreft drijvende platforms bestemd voor de exploratie en exploitatie van de zeebodem en de ondergrond daarvan, grenzend aan de kust, waarover de kuststaat soevereine rechten uitoefent ten behoeve van de exploratie en exploitatie van zijn natuurlijke rijkdommen, met inbegrip van drijvende opslageenheden (FSU's) en drijvende productie-, opslag- en loseenheden (FPSO's), is de Administratie de regering van de betrokken kuststaat.

2. *Ballastwater* betekent water met daarin zwevende deeltjes dat aan boord genomen wordt teneinde de trim, helling, diepgang, stabiliteit van of krachten op het schip te beheersen.

3. *Ballastwaterbeheer* betekent de mechanische, fysische, chemische en biologische processen, hetzij afzonderlijk, hetzij gecombineerd, om de inname of lozing van schadelijke aquatische organismen en ziektekiemen in het ballastwater en sedimenten te verwijderen, onschadelijk te maken of te vermijden.

4. *Certificaat* betekent het internationaal certificaat inzake ballastwaterbeheer.

5. *Comité* betekent het Comité voor de bescherming van het mariene milieu van de Organisatie.

6. *Verdrag* betekent het Internationaal Verdrag voor de controle en het beheer van ballastwater en sedimenten van schepen.

7. *Brutotonnenmaat* betekent de brutotonnenmaat berekend in overeenstemming met de voorschriften inzake tonnenmaatmetingen vervat in Bijlage 1 van het Internationaal Verdrag van 1969 betreffende de meting van schepen, of elk opvolgend verdrag.

8. *Schadelijke aquatische organismen en ziektekiemen* betekenen aquatische organismen of ziektekiemen die, indien zij in de zee, waaronder mede begrepen riviermonden/estuaria, of in zoetwater-stromen komen, een bedreiging kunnen vormen voor het milieu, de gezondheid van de mens, goederen of hulpbronnen, de biologische diversiteit kunnen schaden of ten koste kunnen gaan van ander rechtmatig gebruik van deze gebieden.

9. *Organisatie* betekent de Internationale Maritieme Organisatie.

10. *Secretaris-generaal* betekent de Secretaris-generaal van de Organisatie.

11. *Sedimenten* betekenen alle bezinksels uit het ballastwater van een schip.

12. *Schip* betekent een vaartuig, ongeacht het type, dat zich bevindt in een aquatische omgeving, met inbegrip van afzinkbare vaartuigen, vaartuigen in drijvende toestand, drijvende platforms, FSU's en FPSO's.

Artikel 2

Algemene verplichtingen

1. De Partijen verplichten zich de bepalingen van dit Verdrag en de Bijlage erbij volledig uit te voeren teneinde de verplaatsing van schadelijke aquatische organismen en ziektekiemen te voorkomen, te beperken en uiteindelijk te bannen door middel van controle en beheer van het ballastwater en de sedimenten van schepen.

2. De Bijlage vormt een integraal onderdeel van dit Verdrag. Tenzij uitdrukkelijk anders bepaald, vormt een verwijzing naar dit Verdrag tevens een verwijzing naar de Bijlage.

3. Niets in dit Verdrag mag worden uitgelegd als een beletsel voor een Partij individueel of tezamen met andere Partijen stringentere maatregelen te treffen met betrekking tot de voorkoming, beperking of uitbanning van de verplaatsing van schadelijke aquatische organismen en ziektekiemen door middel van het in overeenstemming met het internationale recht controleren en beheren van het ballastwater en de sedimenten van schepen.

4. De Partijen streven ernaar samen te werken ten behoeve van de doeltreffende uitvoering, naleving en handhaving van dit Verdrag.

5. Les Parties s'engagent à favoriser l'amélioration continue de la gestion des eaux de ballast et des normes visant à prévenir, réduire au minimum et, en dernier ressort, éliminer le transfert d'organismes aquatiques nuisibles et d'agents pathogènes grâce au contrôle et à la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires.

6. Lorsqu'elles agissent en application de la présente Convention, les Parties s'efforcent de ne pas porter atteinte ni nuire à leur environnement, à la santé humaine, aux biens ou aux ressources, ou à ceux d'autres Etats.

7. Les Parties devraient veiller à ce que les pratiques de gestion des eaux de ballast utilisées pour satisfaire à la présente Convention n'entraînent pas plus de dommages qu'elles n'en préviennent pour leur environnement, la santé humaine, les biens ou les ressources, ou ceux d'autre Etats.

8. Les Parties encouragent les navires qui sont autorisés à battre leur pavillon et auxquels s'applique la présente Convention à éviter, dans la mesure où cela est possible dans la pratique, de prendre des eaux de ballast contenant des organismes aquatiques potentiellement nuisibles et des agents pathogènes, ainsi que des sédiments pouvant contenir de tels organismes, notamment en favorisant la mise en œuvre satisfaisante des recommandations élaborées par l'Organisation.

9. Dans le contexte de la gestion des eaux de ballast, les Parties s'efforcent de coopérer, sous les auspices de l'Organisation, pour faire face aux menaces et aux risques qui pèsent sur les écosystèmes marins sensibles, vulnérables ou en danger et sur la diversité biologique, dans des zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale.

Article 3

Champ d'application

1. Sauf disposition expresse contraire de la présente Convention, celle-ci s'applique :

a) aux navires qui sont autorisés à battre le pavillon d'une Partie; et
b) aux navires qui ne sont pas autorisés à battre le pavillon d'une Partie mais qui sont exploités sous l'autorité d'une Partie.

2. La présente Convention ne s'applique pas :

a) aux navires qui ne sont pas conçus ou construits pour transporter des eaux de ballast;

b) aux navires d'une Partie qui sont exploités uniquement dans les eaux relevant de la juridiction de cette Partie, à moins que celle-ci ne décide que le rejet d'eaux de ballast par de tels navires porterait atteinte ou nuirait à son environnement, à la santé humaine, aux biens ou aux ressources, ou à ceux d'Etats adjacents ou d'autres Etats;

c) aux navires d'une Partie qui sont exploités uniquement dans les eaux relevant de la juridiction d'une autre Partie, à condition que cette exclusion soit autorisée par la seconde Partie. Une Partie ne doit en aucun cas accorder une telle autorisation si cela risque de porter atteinte ou nuire à son environnement, à la santé humaine, aux biens ou aux ressources, ou à ceux d'Etats adjacents ou d'autres Etats. Toute Partie qui refuse d'accorder une telle autorisation doit notifier à l'Administration du navire intéressé que la présente Convention s'applique au navire en question;

d) aux navires qui sont exploités uniquement dans les eaux relevant de la juridiction d'une Partie et en haute mer, à l'exception de ceux auxquels une autorisation visée à l'alinéa c) ci-dessus n'a pas été accordée, à moins que cette Partie ne décide que le rejet d'eaux de ballast par de tels navires porterait atteinte ou nuirait à son environnement, à la santé humaine, aux biens ou aux ressources, ou à ceux d'Etats adjacents ou d'autres Etats;

e) aux navires de guerre, aux navires de guerre auxiliaires ou autres navires appartenant à un Etat ou exploités par lui et utilisés exclusivement, à l'époque considérée, pour un service public non commercial. Cependant, chaque Partie s'assure, en prenant des mesures appropriées qui ne compromettent pas les opérations ou la capacité opérationnelle des navires de ce type lui appartenant ou exploités par elle, que ceux-ci agissent d'une manière compatible avec la présente Convention, pour autant que cela soit raisonnable et possible dans la pratique; et

f) aux eaux de ballast permanentes dans des citernes scellées à bord des navires, qui ne font pas l'objet d'un rejet.

3. Dans le cas des navires d'Etats non Parties à la présente Convention, les Parties appliquent les prescriptions de la présente Convention dans la mesure nécessaire pour que ces navires ne bénéficient pas d'un traitement plus favorable.

5. De Partijen verplichten zich de voortzetting van de ontwikkeling van ballastwaterbeheer en de normen ervoor aan te moedigen teneinde de verplaatsing van schadelijke aquatische organismen en ziektekiemen te voorkomen, te beperken en uiteindelijk uit te bannen door middel van controle en beheer van het ballastwater en de sedimenten van schepen.

6. De Partijen die maatregelen treffen uit hoofde van dit Verdrag streven ernaar geen schade te veroorzaken aan het milieu, de gezondheid van de mens, goederen of hulpbronnen op hun eigen grondgebied noch op dat van andere Staten.

7. De Partijen dienen te waarborgen dat met de ballastwaterbeheerpraktijken die worden gehanteerd teneinde te voldoen aan dit Verdrag niet meer schade wordt veroorzaakt aan het milieu, de gezondheid van de mens, goederen of hulpbronnen op hun eigen grondgebied of op dat van andere Staten dan ermee voorkomen wordt.

8. De Partijen moedigen schepen die gerechtigd zijn hun vlag te voeren en waarop dit Verdrag van toepassing is aan voor zover praktisch uitvoerbaar te voorkomen dat zij ballastwater innemen met mogelijk schadelijke aquatische organismen en ziektekiemen of sedimenten die dergelijke organismen kunnen bevatten, en bevorderen de adequate uitvoering van door de Organisatie opgestelde aanbevelingen.

9. De Partijen streven naar samenwerking onder auspiciën van de Organisatie teneinde bedreigingen aan en risico's voor gevoelige, kwetsbare of bedreigde mariene ecosystemen en de biodiversiteit in gebieden buiten de grenzen van hun nationale rechtsmacht met betrekking tot ballastwaterbeheer aan te pakken.

Artikel 3

Toepassing

1. Tenzij uitdrukkelijk anders bepaald in dit Verdrag, is dit Verdrag van toepassing op :

a) schepen die gerechtigd zijn de vlag van een Partij te voeren; en
b) schepen die niet gerechtigd zijn de vlag van een Partij te voeren, maar die varen onder het gezag van een Partij.

2. Dit Verdrag is niet van toepassing op :

a) schepen die niet ontworpen of gebouwd zijn voor het vervoer van ballastwater;

b) schepen van een Partij die uitsluitend varen in de wateren onder de rechtsmacht van die Partij, tenzij de Partij bepaalt dat het lozen van ballastwater door die schepen ten koste gaat van of schade veroorzaakt aan het milieu, de gezondheid van de mens, de goederen of hulpbronnen op haar grondgebied of op dat van aangrenzende of andere Staten;

c) schepen van een Partij die uitsluitend varen in de wateren onder de rechtsmacht van een andere Partij en ten behoeve waarvan laatstbedoelde Partij toestemming heeft gegeven voor een dergelijke vrijstelling. Geen enkele Partij verleent een dergelijke toestemming indien zulks ten koste zou gaan van of schade zou veroorzaken aan het milieu, de gezondheid van de mens, goederen of hulpbronnen op haar grondgebied of op dat van aangrenzende of andere Staten. Elke Partij die een dergelijke toestemming niet verleent, stelt de Administratie van het desbetreffende schip ervan in kennis dat dit Verdrag van toepassing is op dat schip;

d) schepen die uitsluitend varen in de wateren onder de rechtsmacht van een Partij en op volle zee, met uitzondering van schepen waarvoor geen toestemming uit hoofde van de bepaling onder c) is verleend, tenzij een dergelijke Partij bepaalt dat het lozen van ballastwater door die schepen ten koste zou gaan van of schade zou veroorzaken aan het milieu, de gezondheid van de mens, goederen of hulpbronnen op haar grondgebied of op dat van aangrenzende of andere Staten;

e) oorlogsschepen, hulpschepen of andere schepen die eigendom zijn van of worden geëxploiteerd door een Staat, en, tijdelijk alleen voor niet-commerciële overheidsdiensten worden gebruikt. Elke Partij dient door het aannemen van passende maatregelen die niet ten koste gaan van de exploitatie of operationele mogelijkheden van dergelijke schepen die tot haar eigendom behoren of door haar worden geëxploiteerd evenwel te waarborgen dat deze schepen opereren op een wijze die, voor zover redelijk en praktisch uitvoerbaar, verenigbaar is met dit Verdrag; en

f) permanent ballastwater in verzegelde tanks op schepen dat niet geloosd wordt.

3. Ten aanzien van schepen van Staten die geen Partij zijn bij dit Verdrag, passen de Partijen de vereisten van dit Verdrag waar nodig toe teneinde te waarborgen dat dergelijke schepen niet gunstiger behandeld worden.

Article 4

Mesures de contrôle du transfert d'organismes aquatiques nuisibles et d'agents pathogènes par les eaux de ballast et sédiments des navires

1. Chaque Partie exige que les navires auxquels la présente Convention s'applique, et qui sont autorisés à battre son pavillon ou sont exploités sous son autorité, respectent les prescriptions de la présente Convention, y compris les normes et prescriptions applicables de l'Annexe, et prend des mesures effectives pour veiller à ce que ces navires satisfassent à ces prescriptions.

2. Compte dûment tenu de ses conditions particulières et de ses moyens, chaque Partie élabore des politiques, stratégies ou programmes nationaux pour la gestion des eaux de ballast dans ses ports et les eaux relevant de sa juridiction, qui concordent avec les objectifs de la présente Convention et en favorisent la réalisation.

Article 5

Installations de réception des sédiments

1. Chaque Partie s'engage à assurer la mise en place d'installations de réception adéquates des sédiments dans les ports et dans les terminaux qu'elle a désignés et où ont lieu le nettoyage ou les réparations des citernes à ballast, compte tenu des directives élaborées par l'Organisation. Elle veille à ce que ces installations de réception soient exploitées sans imposer de retard indu aux navires et permettent d'évacuer en toute sécurité les sédiments sans porter atteinte ni nuire à son environnement, à la santé humaine, aux biens ou aux ressources, ou à ceux d'autres Etats.

2. Chaque Partie notifie à l'Organisation, pour communication aux autres Parties intéressées, tous les cas où il est allégué que les installations visées au paragraphe 1 sont inadéquates.

Article 6

Recherche scientifique et technique et surveillance

1. Les Parties s'efforcent, individuellement ou collectivement, de :

- a) promouvoir et faciliter la recherche scientifique et technique en matière de gestion des eaux de ballast; et
- b) surveiller les effets de la gestion des eaux de ballast dans les eaux relevant de leur juridiction.

Ces activités de recherche et de surveillance devraient consister à observer, mesurer, échantillonner, évaluer et analyser l'efficacité et les impacts défavorables de toute technologie ou méthode ainsi que les impacts défavorables causés par les organismes et agents pathogènes qui ont été identifiés comme ayant été transférés par les eaux de ballast des navires.

2. Pour promouvoir les objectifs de la présente Convention, chaque Partie facilite l'accès des autres Parties qui en font la demande aux renseignements pertinents sur :

- a) les mesures techniques et les programmes scientifiques et technologiques entrepris dans le domaine de la gestion des eaux de ballast; et
- b) l'efficacité de la gestion des eaux de ballast, telle qu'observée lors des programmes de surveillance et d'évaluation.

Article 7

Visites et délivrance des certificats

1. Chaque Partie veille à ce que les navires autorisés à battre son pavillon ou exploités sous son autorité, qui sont soumis aux dispositions en matière de visites et de délivrance des certificats, fassent l'objet de visites et que des certificats leur soient délivrés conformément aux règles de l'Annexe.

2. Une Partie qui introduit des mesures en application de l'article 2, paragraphe 3, ou de la section C de l'Annexe ne doit pas exiger une visite et un certificat supplémentaires dans le cas d'un navire d'une autre Partie, et l'Administration dont relève ce navire n'est pas tenu de le soumettre à une visite et de certifier qu'il satisfait aux mesures supplémentaires imposées par une autre Partie. La Partie qui applique de telles mesures supplémentaires est responsable du contrôle de leur application qui ne doit pas causer de retard indu au navire.

Article 8

Infractions

1. Toute infraction aux prescriptions de la présente Convention est interdite et sanctionnée par la législation de l'Administration dont relève le navire en cause, où qu'elle soit commise. Si l'Administration est informée d'une telle infraction, elle effectue une enquête et peut demander à la Partie qui l'a informée de lui fournir des preuves

Artikel 4

Controle op de verplaatsing van schadelijke aquatische organismen en ziektekiemen via het ballastwater en de sedimenten van schepen

1. Elke Partij verlangt dat de schepen waarop dit Verdrag van toepassing is en die gerechtigd zijn haar vlag te voeren of die onder haar gezag varen, voldoen aan de vereisten vervat in dit Verdrag, met inbegrip van de toepasselijke normen en vereisten in de Bijlage en neemt doeltreffende maatregelen om te waarborgen dat die schepen voldoen aan die vereisten.

2. Elke Partij ontwikkelt in overeenstemming met haar omstandigheden en mogelijkheden een nationaal beleid, nationale strategieën of programma's voor ballastwaterbeheer in de havens en wateren onder haar rechtsmacht die beantwoorden aan en bevorderlijk zijn voor de verwezenlijking van de doelstellingen van dit Verdrag.

Artikel 5

Ontvangstinrichtingen voor sedimenten

1. Rekening houdend met de door de Organisatie opgestelde richtsnoeren verplicht elke Partij zich te waarborgen dat in de door die Partij aangewezen havens en laad- en losplaatsen waar ballasttanks worden gereinigd of hersteld adequate voorzieningen zijn voor de ontvangst van sedimenten. Deze ontvangstinrichtingen fungeren zonder onnodige vertraging te veroorzaken voor schepen en voorzien in de veilige afvoer van dergelijke sedimenten op een wijze die niet ten koste gaat van of schade toebrengt aan het milieu, de gezondheid van de mens, de goederen of hulpbronnen op haar grondgebied of dat van andere Staten.

2. Elke Partij stelt de Organisatie in kennis, opdat deze de andere betrokken Partijen op de hoogte kan stellen, van alle gevallen waarin gesteld wordt dat de uit hoofde van het eerste lid ter beschikking gestelde voorzieningen onvoldoende zijn.

Artikel 6

Wetenschappelijk en technisch onderzoek en monitoring

1. De Partijen streven ernaar, individueel of gezamenlijk :

- a) wetenschappelijk en technisch onderzoek naar ballastwaterbeheer te bevorderen en te vergemakkelijken; en
- b) de effecten van ballastwaterbeheer in de wateren onder hun rechtsmacht te monitoren.

Dit onderzoek en deze monitoring dienen mede te omvatten het observeren, meten, bemonsteren, beoordelen en analyseren van de doeltreffendheid en nadelige gevolgen van elke technologie of methode alsmede de eventuele nadelige gevolgen veroorzaakt door dergelijke organismen en ziektekiemen waarvan is vastgesteld dat zij zijn verplaatst via het ballastwater van schepen.

2. Elke Partij bevordert, ten behoeve van de doelstellingen van dit Verdrag de beschikbaarheid van relevante informatie voor andere Partijen die erom verzoeken inzake :

- a) wetenschappelijke en technologische programma's en technische maatregelen getroffen in het kader van ballastwaterbeheer; en
- b) de doeltreffendheid van ballastwater-beheer afgeleid uit monitoring en beoordelingsprogramma's.

Artikel 7

Schouwing en certificatie

1. Elke Partij waarborgt dat in geval van schepen die onder haar vlag varen of onder haar gezag varen en geschouwd en gecertificeerd dienen te worden, zulks geschiedt in overeenstemming met de voorschriften in de Bijlage.

2. Een Partij die maatregelen uitvoert uit hoofde van artikel 2, derde lid, of afdeling C van de Bijlage, verlangt geen aanvullende schouwing en certificatie van een schip van een andere Partij, noch is de Administratie van het schip verplicht de door een andere Partij opgelegde aanvullende maatregelen te inspecteren en te certificeren. Het verifiëren van dergelijke aanvullende maatregelen behoort tot de verantwoordelijkheid van de Partij die dergelijke maatregelen implementeert en mag niet leiden tot onnodige vertraging voor het schip.

Artikel 8

Overtredingen

1. Elke overtreding van de vereisten in dit Verdrag is verboden en sancties dienen te worden vastgesteld overeenkomstig het recht van de Administratie van het betrokken schip, ongeacht waar de overtreding plaatsvindt. Indien de Administratie in kennis wordt gesteld van een dergelijke overtreding, onderzoekt zij de zaak en kan zij de Partij die de kennisgeving heeft gedaan verzoeken aanvullend bewijs te verschaffen

supplémentaires de l'infraction alléguée. Si l'Administration est convaincue qu'il existe des preuves suffisantes pour permettre d'engager des poursuites au titre de l'infraction alléguée, elle fait en sorte que ces poursuites soient engagées le plus tôt possible conformément à sa législation. L'Administration informe rapidement la Partie qui a signalé l'infraction alléguée, ainsi que l'Organisation, des mesures prises. Si l'Administration n'a pris aucune mesure dans un délai de un an à compter de la réception des renseignements, elle en informe la Partie qui a signalé l'infraction alléguée.

2. Toute infraction aux prescriptions de la présente Convention commise dans la juridiction d'une Partie est interdite et sanctionnée par la législation de cette Partie. Chaque fois qu'une telle infraction se produit, la Partie doit :

a) faire en sorte que des poursuites soient engagées conformément à sa législation; ou

b) fournir à l'Administration dont relève le navire en cause les informations et les preuves qu'elle pourrait détenir attestant qu'il y a eu infraction.

3. Les sanctions prévues par la législation d'une Partie en application du présent article doivent être, par leur rigueur, de nature à décourager les infractions à la présente Convention où qu'elles soient commises.

Article 9

Inspection des navires

1. Un navire auquel s'applique la présente Convention peut, dans tout port ou terminal au large d'une autre Partie, être inspecté par des agents dûment autorisés par cette Partie, aux fins de déterminer s'il satisfait à la présente Convention. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, une inspection de ce type se limite à :

a) vérifier que le navire a à bord un certificat valable qui, dans ce cas, doit être accepté; et

b) inspecter le registre des eaux de ballast; et/ou

c) prélever des échantillons de l'eau de ballast du navire conformément aux directives élaborées par l'Organisation. Toutefois, le délai requis pour analyser ces échantillons ne doit pas être invoqué pour retarder indûment l'exploitation, le mouvement ou le départ du navire.

2. Si le navire n'est pas muni d'un certificat valable ou s'il existe de bonnes raisons de penser que :

a) l'état du navire ou de son équipement ne correspond pas en substance aux indications du certificat; ou que

b) le capitaine ou l'équipage n'est pas familiarisé avec les procédures de bord essentielles concernant la gestion des eaux de ballast ou ne les a pas appliquées,

une inspection approfondie peut être effectuée.

3. Dans les cas prévus au paragraphe 2 du présent article, la Partie qui effectue l'inspection prend les mesures nécessaires pour empêcher le navire de rejeter de l'eau de ballast jusqu'à ce qu'il puisse le faire sans présenter de menace pour l'environnement, la santé humaine, les biens ou les ressources.

Article 10

Recherche des infractions et contrôle des navires

1. Les Parties coopèrent à la recherche des infractions et à la mise en application des dispositions de la présente Convention.

2. S'il est constaté qu'un navire a enfreint la présente Convention, la Partie dont le navire est autorisé à battre le pavillon et/ou la Partie dont un port ou terminal au large est utilisé par le navire peuvent, en plus des sanctions visées à l'article 8 ou des mesures visées à l'article 9, prendre des dispositions pour mettre en garde le navire, le retenir ou ne pas l'admettre dans leurs ports. La partie dont un port ou terminal au large est utilisé par le navire peut toutefois donner à un tel navire l'autorisation de quitter ce port ou terminal au large pour rejeter l'eau de ballast ou pour se rendre à l'installation de réception ou au chantier de réparation approprié le plus proche disponible, à condition que cela ne présente pas de menace pour l'environnement, la santé humaine, les biens ou les ressources.

3. Si les résultats de l'échantillonnage visé à l'article 9, paragraphe 1, c), indiquent que le navire présente une menace pour l'environnement, la santé humaine, les biens ou les ressources ou confirment les renseignements reçus d'un autre port ou terminal au large, la Partie dans les eaux de laquelle le navire est exploité interdit à ce navire de rejeter l'eau de ballast tant que la menace n'a pas été éliminée.

van de vermeende overtreding. Indien de Administratie ervan overtuigd is dat voldoende bewijsmateriaal voorhanden is om een rechtsvervolging in te stellen met betrekking tot de vermeende overtreding, stelt zij ten spoedigste een dergelijke rechtsvervolging in overeenkomstig haar eigen wetgeving. De Administratie stelt de Partij die de vermeende overtreding heeft gerapporteerd, alsmede de Organisatie, onverwijld in kennis van de getroffen maatregelen. Indien de Administratie binnen 1 jaar na ontvangst van de informatie geen maatregelen heeft getroffen, stelt zij de Partij die de vermeende overtreding heeft gerapporteerd daarvan in kennis.

2. Elke overtreding van de vereisten van dit Verdrag onder de rechtsmacht van een Partij is verboden en sancties dienen te worden vastgesteld in overeenstemming met het recht van die Partij. Indien een dergelijke overtreding plaatsvindt, zal de Partij hetzij :

a) erop toezien dat in overeenstemming met haar recht rechtsvervolging wordt ingesteld; hetzij

b) de Administratie van het schip de informatie en het bewijsmateriaal verschaffen waarover zij mogelijk beschikt die erop wijzen dat een overtreding heeft plaatsgevonden.

3. De in het recht van een Partij voorziene sancties overeenkomstig dit artikel dienen zwaar genoeg te zijn om overtredingen van dit Verdrag waar dan ook te ontmoedigen.

Artikel 9

Inspectie van schepen

1. Een schip waarop dit Verdrag van toepassing is, kan in elke haven of laad- of losplaats buitengaats door gemachtigde ambtenaren van een andere Partij geïnspecteerd worden teneinde te bepalen of het schip voldoet aan dit Verdrag. Onder voorbehoud van het bepaalde in het tweede lid van dit artikel, is een dergelijke inspectie beperkt tot :

a) het verifiëren of er een geldig certificaat aan boord is, dat, indien geldig, wordt aanvaard; en

b) inspectie van het ballastwaterjournaal; en/of

c) bemonsteren van het ballastwater van het schip, hetgeen wordt verricht in overeenstemming met de door de Organisatie op te stellen richtsnoeren. De tijd die nodig is voor het analyseren van de monsters mag evenwel niet worden gebruikt als grond voor onnodige vertraging van de exploitatie, verplaatsing of het vertrek van het schip.

2. Indien op het schip geen geldig certificaat aanwezig is of er duidelijke gronden zijn om aan te nemen dat :

a) de toestand van het schip of zijn uitrusting niet wezenlijk overeenkomen met de gegevens op het certificaat; of

b) de kapitein of bemanning niet vertrouwd zijn met de essentiële procedures aan boord aangaande ballastwaterbeheer of deze procedures niet hebben geïmplementeerd,

kan een grondige inspectie worden verricht.

3. In de omstandigheden omschreven in het tweede lid van dit artikel, neemt de Partij die de inspectie verricht de nodige stappen om te waarborgen dat het schip geen ballastwater loost totdat zulks mogelijk is zonder gevaar voor het milieu, de gezondheid van de mens of voor goederen of hulpbronnen.

Artikel 10

Opsporen van overtredingen en de inspectie van schepen

1. De Partijen dienen samen te werken bij de opsporing van overtredingen en de handhaving van de bepalingen van dit Verdrag.

2. Indien wordt geconstateerd dat met een schip dit Verdrag is overtreden, kan de Partij wier vlag het schip gerechtigd is te voeren en/of de Partij in wier haven of laad- of losinrichting buitengaats het schip zich bevindt, behalve de sancties omschreven in artikel 8 of de maatregelen omschreven in artikel 9, maatregelen treffen om het schip een waarschuwing te geven, vast te houden of te weren. De Partij in wier haven of laad- of losinrichting buitengaats het schip zich bevindt, kan een dergelijk schip evenwel toestemming verlenen de haven of laad- of losinrichting te verlaten teneinde ballastwater te lozen of zich te begeven naar de dichtstbijzijnde geschikte scheepswerf of beschikbare ontvangstinrichting, mits zulks geen risico oplevert van gevaar voor het milieu, de gezondheid van de mens, de goederen of hulpbronnen.

3. Indien het bemonsteren omschreven in artikel 9, eerste lid, c), tot een conclusie leidt of informatie ontvangen van een andere haven of laad- of losinrichting buitengaats staft waaruit blijkt dat het schip een gevaar vormt voor het milieu, de gezondheid van de mens, goederen of hulpbronnen, dient de Partij in wier wateren het schip zich bevindt het schip te verbieden ballastwater te lozen, totdat het gevaar is verholpen.

4. Une Partie peut aussi inspecter un navire qui entre dans un port ou un terminal au large relevant de sa juridiction si une autre Partie lui demande de procéder à une enquête en fournissant des preuves suffisantes attestant que le navire est exploité ou a été exploité en violation d'une disposition de la présente Convention. Le rapport de cette enquête est adressé à la Partie qui l'a demandée, ainsi qu'à l'autorité compétente de l'Administration dont relève le navire en cause, afin que des mesures appropriées puissent être prises.

Article 11

Notification des mesures de contrôle

1. S'il ressort d'une inspection effectuée en application de l'article 9 ou 10 qu'une infraction à la présente Convention a été commise, le navire doit en être informé. Un rapport doit être adressé à l'Administration, y compris toute preuve de l'infraction.

2. Si des mesures sont prises en application de l'article 9, paragraphe 3, ou l'article 10, paragraphe 2 ou 3, le fonctionnaire qui prend les mesures informe immédiatement, par écrit, l'Administration dont relève le navire en cause ou, si cela n'est pas possible, le consul ou le représentant diplomatique dont dépend le navire en cause, de toutes les circonstances qui ont fait que ces mesures ont été jugées nécessaires. L'organisme reconnu qui est responsable de la délivrance des certificats doit également en être informé.

3. L'autorité concernée de l'Etat du port informe, outre les Parties mentionnées au paragraphe 2, le port d'escale suivant de tous les éléments pertinents concernant l'infraction, si elle ne peut pas prendre les mesures spécifiées à l'article 9, paragraphe 3, ou l'article 10, paragraphe 2 ou 3, ou si le navire a été autorisé à se rendre au port d'escale suivant.

Article 12

Retard causé indûment aux navires

1. Il convient d'éviter, dans toute la mesure du possible, qu'un navire soit indûment retenu ou retardé par suite de l'application de l'article 7, paragraphe 2, et des articles 8, 9 ou 10.

2. Un navire qui a été indûment retenu ou retardé par suite de l'application de l'article 7, paragraphe 2, et des articles 8, 9 ou 10 a droit à réparation pour tout préjudice ou dommage subi.

Article 13

Assistance et coopération techniques et coopération régionale

1. Les Parties s'engagent, directement ou par l'intermédiaire de l'Organisation et d'autres organismes internationaux, le cas échéant, à fournir, au titre du contrôle et de la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires, un appui aux Parties qui demandent une assistance technique pour :

- a) former du personnel;
- b) assurer la disponibilité de technologies, de matériel et d'installations appropriés;
- c) mettre en train des programmes communs de recherche-développement; et
- d) prendre d'autres mesures pour la mise en œuvre effective de la présente Convention et des directives y relatives élaborées par l'Organisation.

2. Les Parties s'engagent à coopérer activement, sous réserve de leurs législations, réglementation et politique nationales, au transfert de technologie en matière de contrôle et de gestion des eaux de ballast et sédiments des navires.

3. Afin de promouvoir les objectifs de la présente Convention, les Parties ayant un intérêt commun à protéger l'environnement, la santé humaine, les biens et les ressources d'une région géographique donnée et, en particulier, les Parties riveraines de mers fermées ou semi-fermées, s'efforcent, compte tenu des caractéristiques régionales, de renforcer la coopération régionale, notamment en concluant des accords régionaux compatibles avec la présente Convention. Les Parties s'efforcent de coopérer avec les Parties à des accords régionaux en vue d'élaborer des procédures harmonisées.

Article 14

Communication de renseignements

1. Chaque Partie fournit à l'Organisation et, selon qu'il convient, communique à d'autres Parties les renseignements suivants :

- a) toutes prescriptions et procédures relatives à la gestion des eaux de ballast, notamment ses lois, règlements et directives pour l'application de la présente Convention;

4. Een Partij kan een schip tevens inspecteren zodra het de havens of laad- of losinrichtingen buitengaats onder haar rechtsmacht binnenvaart, indien een verzoek om inspectie is ontvangen van een Partij, tezamen met voldoende bewijsmateriaal dat een schip opereert of heeft geopeerd in strijd met een bepaling van dit Verdrag. Het rapport betreffende een dergelijk onderzoek wordt toegezonden aan de Partij die erom heeft verzocht en aan de bevoegde autoriteit van de Administratie van het betrokken schip, opdat passende maatregelen kunnen worden genomen.

Artikel 11

Kennisgeving van controlemaatregelen

1. Indien een inspectie verricht uit hoofde van de artikelen 9 of 10 wijst op een overtreding van dit Verdrag, dient het schip hiervan in kennis te worden gesteld. Aan de Administratie dient een rapport te worden toegezonden alsmede eventueel bewijsmateriaal van de overtreding.

2. Indien een maatregel is getroffen overeenkomstig artikel 9, derde lid, of artikel 10, tweede of derde lid, dient de functionaris die deze maatregel uitvoert de Administratie van het betrokken schip, of indien zulks niet mogelijk is, de consul of diplomatieke vertegenwoordiger van het betrokken schip, onverwijld schriftelijk in kennis te stellen van alle omstandigheden op grond waarvan de maatregel noodzakelijk werd geacht. Voorts dient de erkende organisatie die verantwoordelijk is voor de afgifte van certificaten in kennis te worden gesteld.

3. De autoriteit van de betrokken havenstaat stelt, behalve de partijen genoemd in het tweede lid, de volgende aanloophaven in kennis van alle relevante informatie over de overtreding, indien deze zelf niet de maatregelen omschreven in artikel 9, derde lid, of artikel 10, tweede of derde lid, kan treffen, of indien het schip toestemming heeft verkregen om de reis voort te zetten naar de volgende aanloophaven.

Artikel 12

Onnodige vertraging van schepen

1. Al het mogelijke dient in het werk te worden gesteld om te voorkomen dat een schip onnodig wordt opgehouden of vertraagd uit hoofde van het artikel 7, tweede lid, en de artikelen 8, 9 of 10.

2. Wanneer een schip onnodig wordt opgehouden of vertraagd uit hoofde van het artikel 7, tweede lid, en de artikelen 8, 9 of 10, ontstaat er recht op schadevergoeding wegens geleden verliezen of schade.

Artikel 13

Technische bijstand, samenwerking en regionale samenwerking

1. De Partijen engageren zich om, rechtstreeks of via de Organisatie en andere internationale lichamen, naar gelang hetgeen van toepassing is, inzake de controle en het beheer van ballastwater en sedimenten van schepen, ondersteuning te bieden aan Partijen die verzoeken om technische bijstand :

- a) om personeel op te leiden;
- b) om de beschikbaarheid van relevante technologie, uitrusting en voorzieningen te waarborgen;
- c) om gezamenlijk onderzoek en ontwikkelingsprogramma's te initiëren; en
- d) om andere maatregelen te treffen ten behoeve van de doeltreffende uitvoering van dit Verdrag en van de door de Organisatie in verband daarmee opgestelde richtsnoeren.

2. De Partijen verplichten zich actief samen te werken, met inachtneming van hun nationale recht, voorschriften en beleid, bij de overdracht van technologie die verband houdt met controle en beheer van ballastwater en sedimenten van schepen.

3. Teneinde de doelstellingen van dit Verdrag te bevorderen, streven Partijen met gemeenschappelijke belangen om het milieu, de gezondheid van de mens, goederen en hulpbronnen in een bepaald geografisch gebied te beschermen, in het bijzonder Partijen grenzend aan ingesloten of half-ingesloten zeeën, ernaar, rekening houdend met de bijzondere regionale kenmerken, de regionale samenwerking te bevorderen, mede door het sluiten van regionale overeenkomsten die verenigbaar zijn met dit Verdrag. De Partijen streven ernaar samen te werken met Partijen bij regionale overeenkomsten teneinde geharmoniseerde procedures te ontwikkelen.

Artikel 14

Doorgeven van informatie

1. Elke Partij doet aan de Organisatie en, indien van toepassing, aan andere Partijen de volgende informatie toekomen :

- a) de vereisten en procedures met betrekking tot ballastwaterbeheer, met inbegrip van haar wetten, voorschriften en richtsnoeren voor de uitvoering van dit Verdrag;

b) la disponibilité et l'emplacement des installations de réception pour l'évacuation des eaux de ballast et des sédiments sans danger pour l'environnement; et

c) toutes prescriptions concernant les renseignements requis des navires qui ne peuvent pas satisfaire aux dispositions de la présente Convention pour les raisons spécifiées aux règles A-3 et B-4 de l'Annexe.

2. L'Organisation informe les Parties de toute communication reçue en vertu du présent article et diffuse à toutes les Parties les renseignements qui lui ont été communiqués en vertu du paragraphe 1, b) et c), du présent article.

Article 15

Règlement des différends

Les Parties règlent tout différend survenant entre elles quant à l'interprétation ou l'application de la présente Convention par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours à des organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix.

Article 16

Rapport avec le droit international et d'autres accords

Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte aux droits et obligations qu'a tout Etat en vertu du droit international coutumier, tel que défini dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Article 17

Signature, ratification, acception, approbation et adhésion

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tout Etat, au Siège de l'Organisation, du 1^{er} juin 2004 au 31 mai 2005 et reste ensuite ouverte à l'adhésion.

2. Les Etats peuvent devenir Parties à la Convention par :

a) signature sans réserve quant à la ratification, l'acception ou l'approbation; ou

b) signature sous réserve de ratification, d'acception ou d'approbation, suivie de ratification, d'acception ou d'approbation; ou

c) adhésion.

3. La ratification, l'acception, l'approbation ou l'adhésion s'effectue par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général.

4. Si un Etat comporte deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des régimes juridiques différents sont applicables pour ce qui est des questions traitées dans la présente Convention, il peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acception, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'applique à l'ensemble de ses unités territoriales ou seulement à une ou plusieurs d'entre elles et il peut modifier cette déclaration en présentant une autre déclaration à tout moment.

5. Toute déclaration de ce type est notifiée par écrit au depositaire et mentionne expressément l'unité ou les unités territoriales auxquelles s'applique la présente Convention.

Article 18

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entre en vigueur douze mois après la date à laquelle au moins trente Etats, dont les flottes marchandes représentent au total au moins trente-cinq pour cent du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce, ont soit signé la Convention sans réserve quant à la ratification, l'acception ou l'approbation, soit déposé l'instrument requis de ratification, d'acception, d'approbation ou d'adhésion, conformément à l'article 17.

2. Pour les Etats qui ont déposé un instrument de ratification, d'acception ou d'approbation de la présente Convention ou d'adhésion à celle-ci après que les conditions régissant son entrée en vigueur ont été remplies mais avant son entrée en vigueur, la ratification, l'acception, l'approbation ou l'adhésion prend effet à la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, ou trois mois après la date du dépôt de l'instrument si cette dernière date est postérieure.

3. Tout instrument de ratification, d'acception, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention prend effet trois mois après la date du dépôt de l'instrument.

b) de beschikbaarheid en locatie van ontvangstinrichtingen voor het milieuvriendelijk afvoeren van ballastwater en sedimenten; en

c) eventuele vereisten ten aanzien van informatie over een schip dat niet kan voldoen aan de bepalingen van dit Verdrag op de gronden omschreven in de voorschriften A-3 en B-4 in de Bijlage.

2. De Organisatie stelt de Partijen in kennis van de ontvangst van berichten uit hoofde van dit artikel en doet aan alle Partijen de informatie toekomen die zij heeft ontvangen uit hoofde van het eerste lid, b) en c), van dit artikel.

Artikel 15

Geschillenbeslechting

In het geval van geschillen betreffende de interpretatie of toepassing van dit Verdrag die eventueel tussen Partijen rijzen plegen deze Partijen met elkaar overleg teneinde deze te beslechten door middel van onderhandelingen, onderzoek, bemiddeling, conciliatie, arbitrage, schikking, een beroep op regionale organen of regelingen of andere vreedzame middelen naar eigen keuze.

Artikel 16

Verhouding tot het internationale recht en andere verdragen

Geen enkele bepaling van dit Verdrag doet afbreuk aan de rechten en verplichtingen van enige Staat uit hoofde van het internationaal gewoonterecht als vervat in het Verdrag van de Verenigde Naties inzake het recht van de zee.

Artikel 17

Ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring en toetreding

1. Dit Verdrag staat van 1 juni 2004 tot en met 31 mei 2005 open voor ondertekening door elke Staat op het hoofdkantoor van de Organisatie en blijft vervolgens open voor toetreding door elke Staat.

2. Staten kunnen Partij worden bij het Verdrag door :

a) ondertekening zonder voorbehoud van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring; of

b) ondertekening onder voorbehoud van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring, gevolgd door bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring; of

c) toetreding.

3. Bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding geschiedt door neerlegging van een daartoe strekkende akte bij de Secretaris-generaal.

4. Indien een Staat twee of meer territoriale eenheden heeft waarin verschillende rechtsstelsels van toepassing zijn betreffende in dit Verdrag geregelde aangelegenheden, kan hij op het tijdstip van ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding verklaren dat dit Verdrag op al deze territoriale eenheden of slechts op een of meer daarvan van toepassing is en kan hij te allen tijde deze verklaring wijzigen door een nieuwe verklaring over te leggen.

5. Van elke verklaring wordt de depositaris in kennis gesteld en daarin worden uitdrukkelijk de territoriale eenheid of eenheden vermeld waarop dit Verdrag van toepassing is.

Artikel 18

Inwerkingtreding

1. Dit Verdrag treedt in werking twaalf maanden na de datum waarop tenminste dertig Staten, waarvan de koopvaardijvloeden tezamen tenminste vijfendertig procent vormen van de brutotonnenmaat van de wereldkoopvaardijvloot, het hebben ondertekend zonder voorbehoud ten aanzien van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring of in overeenstemming met artikel 17 de vereiste akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding hebben neergelegd.

2. Voor Staten die een akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding terzake van dit Verdrag hebben neergelegd nadat voldaan is aan de vereisten voor de inwerkingtreding ervan maar voorafgaand aan de datum van inwerkingtreding, wordt de bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding van kracht op de datum waarop dit Verdrag in werking treedt of drie maanden na de datum van de neerlegging van de akte, naargelang van wat het laatst is.

3. Elke akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding neergelegd na de datum waarop dit Verdrag in werking treedt, wordt van kracht drie maanden na de datum van neerlegging.

4. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date à laquelle un amendement à la présente Convention est réputé avoir été accepté en vertu de l'article 19 s'applique à la présente Convention telle que modifiée.

Article 19

Amendements

1. La présente Convention peut être modifiée selon l'une des procédures définies dans les paragraphes ci-après.

2. Amendements après examen au sein de l'Organisation :

a) Toute Partie peut proposer un amendement à la présente Convention. L'amendement proposé est soumis au Secrétaire général qui le diffuse aux Parties et aux Membres de l'Organisation six mois au moins avant son examen.

b) Un amendement proposé et diffusé de la manière prévue ci-dessus est renvoyé au Comité pour examen. Les Parties, qu'elles soient ou non Membres de l'Organisation, sont autorisées à participer aux délibérations du Comité aux fins de l'examen et de l'adoption de l'amendement.

c) Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes au sein du Comité, à condition qu'un tiers au moins des Parties soient présentes au moment du vote.

d) Les amendements adoptés conformément à l'alinéa c) sont communiqués par le Secrétaire général aux Parties pour acceptation.

e) Un amendement est réputé avoir été accepté dans les cas suivants :

i) Un amendement à un article de la présente Convention est réputé avoir été accepté à la date à laquelle deux tiers des Parties ont notifié leur acceptation au Secrétaire général.

ii) Un amendement à une Annexe est réputé avoir été accepté à l'expiration d'une période de douze mois après la date de son adoption ou toute autre date fixée par le Comité. Toutefois, si à cette date plus d'un tiers des Parties ont notifié au Secrétaire général qu'elles élèvent une objection contre cet amendement, celui-ci est réputé ne pas avoir été accepté.

f) Un amendement entre en vigueur dans les conditions suivantes :

i) Un amendement à un article de la présente Convention entre en vigueur à l'égard des Parties qui ont déclaré l'avoir accepté six mois après la date à laquelle il est réputé avoir été accepté conformément à l'alinéa e), i).

ii) Un amendement à l'Annexe entre en vigueur à l'égard de toutes les Parties six mois après la date à laquelle il est réputé avoir été accepté, à l'exception de toute Partie qui a :

1) notifié son objection à l'amendement conformément à l'alinéa e), ii), et n'a pas retiré cette objection; ou

2) notifié au Secrétaire général, avant l'entrée en vigueur de cet amendement, que celui-ci entrera en vigueur à son égard uniquement après notification ultérieure de son acceptation.

g) i) Une Partie qui a notifié une objection en vertu de l'alinéa f), ii), 1), peut par la suite notifier au Secrétaire général qu'elle accepte l'amendement. Cet amendement entre en vigueur pour cette Partie six mois après la date de la notification de son acceptation, ou la date d'entrée en vigueur de l'amendement, si cette dernière date est postérieure.

ii) Si une Partie qui a adressé une notification visée à l'alinéa f), ii), 2), notifie au Secrétaire général qu'elle accepte un amendement, cet amendement entre en vigueur à l'égard de cette Partie six mois après la date de la notification de son acceptation, ou la date d'entrée en vigueur de l'amendement, si cette dernière date est postérieure.

3) Amendement par une conférence :

a) A la demande d'une Partie, appuyée par un tiers au moins des Parties, l'Organisation convoque une conférence des Parties pour examiner des amendements à la présente Convention.

b) Un amendement adopté par cette conférence à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes est communiqué par le Secrétaire général à toutes les Parties pour acceptation.

4. Na de datum waarop een wijziging van dit Verdrag geacht wordt te zijn aanvaard uit hoofde van artikel 19, is elke neergelegde akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding van toepassing op het Verdrag zoals gewijzigd.

Artikel 19

Wijzigingen

1. Dit Verdrag kan worden gewijzigd volgens een van de hieronder omschreven procedures.

2. Wijziging na behandeling door de Organisatie :

a) Elke Partij kan een wijziging van dit Verdrag voorstellen. Voorstellen tot wijziging worden ingediend bij de Secretaris-generaal die deze vervolgens tenminste zes maanden voorafgaand aan de behandeling doet toekomen aan de Partijen en Leden van de Organisatie.

b) Een wijziging die overeenkomstig het voorgaande is voorgesteld en verzonden wordt ter behandeling voorgelegd aan het Comité. Partijen zijn, ongeacht of zij Lid zijn van de Organisatie, gerechtigd deel te nemen aan de procedures van het Comité ter zake van de behandeling en aanneming van de wijziging.

c) Wijzigingen worden aangenomen met een meerderheid van tweederde van de Partijen die aanwezig zijn en hun stem uitbrengen in het Comité, mits tenminste een derde van de Partijen aanwezig is op het tijdstip van de stemming.

d) De Secretaris-generaal doet de in overeenstemming met de bepaling onder c aangenomen wijzigingen ter aanvaarding toekomen aan de Partijen.

e) Een wijziging wordt geacht te zijn aanvaard onder de volgende voorwaarden :

i) Een wijziging van een artikel van dit Verdrag wordt geacht te zijn aanvaard op de datum waarop twee derde van de Partijen de Secretaris-generaal ervan in kennis hebben gesteld dat zij deze aanvaardden.

ii) Een wijziging van de Bijlage wordt geacht te zijn aanvaard na afloop van twaalf maanden na de datum van aanneming of een andere door het Comité vast te stellen datum. Indien op die datum meer dan een derde van de Partijen de Secretaris-generaal ervan in kennis hebben gesteld dat zij bezwaar maken tegen de wijziging, wordt deze geacht niet te zijn aanvaard.

f) Een wijziging wordt van kracht onder de volgende voorwaarden :

i) Een wijziging van een artikel van dit Verdrag wordt van kracht voor de Partijen die hebben verklaard dat zij deze hebben aanvaard zes maanden na de datum waarop deze geacht wordt te zijn aanvaard in overeenstemming met de bepaling onder e), i).

ii) Een wijziging van de Bijlage treedt ten aanzien van alle Partijen in werking zes maanden na de datum waarop deze geacht wordt te zijn aanvaard, met uitzondering voor elke Partij die :

1) in overeenstemming met de bepaling onder e), ii), kennisgeving heeft gedaan van bezwaar en dit bezwaar niet heeft ingetrokken; of

2) de Secretaris-generaal voorafgaand aan de inwerkingtreding van die wijziging ervan in kennis heeft gesteld dat de wijziging uitsluitend in werking treedt na kennisgeving van aanvaarding op een later tijdstip.

g) i) Een Partij die uit hoofde van de bepaling onder f), ii), 1), kennisgeving heeft gedaan van bezwaar, kan de Secretaris-generaal op een later tijdstip ervan in kennis stellen dat zij de wijziging aanvaardt. Voor een dergelijke Partij wordt een dergelijke wijziging van kracht zes maanden na de datum van haar kennisgeving van aanvaarding of de datum waarop de wijziging in werking treedt, naargelang van wat het laatst is.

ii) Indien een Partij die een kennisgeving heeft gedaan als bedoeld in de bepaling onder f), ii), 2), de Secretaris-generaal in kennis stelt van haar aanvaarding van een wijziging, treedt deze wijziging voor die Partij in werking zes maanden na de datum van haar kennisgeving van aanvaarding of de datum waarop de wijziging in werking treedt, naargelang van wat het laatst is.

3. Wijziging door een conferentie :

a) Op verzoek van een Partij, waarmee tenminste één derde van de Partijen instemt, belegt de Organisatie een conferentie van de Partijen teneinde wijzigingen van dit Verdrag te behandelen.

b) De Secretaris-generaal doet alle Partijen een tijdens een dergelijke conferentie door een tweederde meerderheid van de aanwezige Partijen die hun stem uitbrengen aangenomen wijziging ter aanvaarding toekomen.

c) A moins que la Conférence n'en décide autrement, l'amendement est réputé avoir été accepté et entre en vigueur conformément aux procédures définies au paragraphe 2, e) et f), respectivement.

4. Toute Partie qui n'a pas accepté un amendement à l'Annexe est considérée comme non Partie aux seules fins de l'application de cet amendement.

5. Toute notification en vertu du présent article est adressée par écrit au Secrétaire général.

6. Le Secrétaire général informe les Parties et les Membres de l'Organisation :

a) de tout amendement qui entre en vigueur et de la date de son entrée en vigueur en général et à l'égard de chaque Partie; et

b) de toute notification faite en vertu du présent article.

Article 20

Dénonciation

1. La présente Convention peut être dénoncée par l'une quelconque des Parties à tout moment après l'expiration d'une période de deux ans à compter de la date à laquelle elle entre en vigueur à l'égard de cette Partie.

2. La dénonciation s'effectue au moyen d'une notification écrite adressée au dépositaire et prend effet un an après la date à laquelle le dépositaire en a reçu notification ou à l'expiration de tout autre délai plus long spécifié dans la notification.

Article 21

Dépositaire

1. La présente Convention est déposée auprès du Secrétaire général, qui en adresse des copies certifiées conformes à tous les Etats qui l'ont signée ou qui y ont adhéré.

2. Outre les fonctions spécifiées dans d'autres dispositions de la présente Convention, le Secrétaire général :

a) informe tous les Etats qui ont signé la présente Convention ou qui y ont adhéré :

i) de toute nouvelle signature ou de tout dépôt d'un nouvel instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ainsi que de leur date;

ii) de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention; et

iii) du dépôt de tout instrument de dénonciation de la Convention, ainsi que de la date à laquelle il a été reçu et de la date à laquelle la dénonciation prend effet; et

b) dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, en transmet le texte au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies en vue de son enregistrement et de sa publication conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article 22

Langues

La présente Convention est établie en un seul exemplaire original en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe, chaque texte faisant également foi.

FAIT A LONDRES, ce treize février deux mille quatre.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

ANNEXE

RÈGLES POUR LE CONTRÔLE ET LA GESTION DES EAUX DE BALLAST ET SEDIMENTS DES NAVIRES

SECTION A. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Règle A-1

Définitions

Aux fins de la présente Annexe :

1. *Date anniversaire* désigne le jour et le mois de chaque année correspondant à la date d'expiration du Certificat.

2. *Capacité en eaux de ballast* désigne la capacité volumétrique totale des citernes, espaces ou compartiments utilisés à bord d'un navire pour transporter, charger ou décharger des eaux de ballast, y compris les citernes, espaces ou compartiments polyvalents conçus pour permettre le transport d'eaux de ballast.

c) Tenzij de Conferentie anderszins besluit, wordt de wijziging geacht te zijn aanvaard en treedt deze in werking in overeenstemming met de procedures omschreven in het tweede lid, e) en f).

4. Een Partij die een wijziging van de Bijlage niet wenst te aanvaarden zal uitsluitend voor de toepassing van die wijziging niet worden aangemerkt als een Partij.

5. Kennisgevingen aan de Secretaris-generaal uit hoofde van dit artikel dienen schriftelijk te geschieden.

6. De Secretaris-generaal stelt de Partijen en Leden van de Organisatie in kennis van :

a) elke wijziging die in werking treedt en datum waarop deze algemeen en voor elke Partij in werking treedt; en

b) elke kennisgeving gedaan uit hoofde van dit artikel.

Artikel 20

Opzegging

1. Dit Verdrag kan na afloop van twee jaar na de datum waarop het voor een Partij in werking is getreden te allen tijde worden opgezegd door die Partij.

2. Opzegging geschiedt bij schriftelijke kennisgeving aan de depositaris en wordt van kracht een jaar na de ontvangst ervan door de depositaris of na een langere termijn indien vermeld in de kennisgeving.

Artikel 21

Depositaris

1. Dit Verdrag wordt neergelegd bij de Secretaris-generaal die voor eensluidend gewaarmerkte afschriften ervan doet toekomen aan alle Staten die dit Verdrag hebben ondertekend of ertoe zijn toegetreden.

2. Naast de taken elders omschreven in dit Verdrag,

a) stelt de Secretaris-generaal alle Staten die dit Verdrag hebben ondertekend of ertoe zijn toegetreden in kennis van :

i) iedere nieuwe ondertekening of neerlegging van een akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, alsmede de datum ervan;

ii) de datum waarop dit Verdrag in werking treedt; en

iii) de neerlegging van elke akte van opzegging van het Verdrag, alsmede de datum van ontvangst ervan en de datum waarop de opzegging van kracht wordt; en

b) zodra dit Verdrag in werking treedt, zendt de Secretaris-generaal de tekst toe aan het Secretariaat van de Organisatie van de Verenigde Naties voor registratie en publicatie overeenkomstig artikel 102 van het Handvest van de Verenigde Naties.

Artikel 22

Talen

Dit Verdrag is opgesteld in één oorspronkelijk exemplaar in de Arabische, de Chinese, de Engelse, de Franse, de Russische en de Spaanse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek.

GEDAAN TE LONDEN, dertien februari tweeduizend en vier.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd door hun onderscheiden regeringen, dit Verdrag hebben ondertekend.

BIJLAGE

VOORSCHRIFTEN VOOR CONTROLE EN BEHEER VAN BALLASTWATER EN SEDIMENTEN VAN SCHEPEN

AFDELING A. — ALGEMENE BEPALINGEN

Voorschrift A-1

Begripsomschrijvingen

Voor de toepassing van deze Bijlage wordt verstaan onder :

1. *Verjaardatum* betekent de dag en maand van elk jaar overeenkomstig met de datum waarop het certificaat verloopt.

2. *Ballastwatercapaciteit* betekent de totale inhoud van alle tanks, ruimten of compartimenten van een schip die worden gebruikt voor het vervoeren, innemen of lozen van ballastwater, met inbegrip van multifunctionele tanks, ruimten of compartimenten die zijn ontworpen om het vervoer van ballastwater mogelijk te maken.

3. *Compagnie* désigne le propriétaire du navire ou tout autre organisme ou personne, telle que l'armateur gérant ou l'affrèteur coque nue, auquel le propriétaire du navire a confié la responsabilité de l'exploitation du navire et qui, en assumant cette responsabilité, s'acquitte des tâches et des obligations imposées par le Code international de gestion de la sécurité (1).

4. *Construit s'agissant d'un navire*, désigne le stade auquel :

- .1 la quille est posée; ou
- .2 une construction identifiable au navire particulier commence; ou
- .3 le montage du navire considéré a commencé, employant au moins 50 tonnes ou 1 pour cent de la masse estimée de tous les matériaux de construction, si cette dernière valeur est inférieure; ou
- .4 le navire subit une transformation importante.

5. *Transformation importante* désigne une transformation :

- .1 qui modifie la capacité en eaux de ballast d'un navire de 15 pour cent ou plus; ou
- .2 qui change le type du navire; ou
- .3 qui vise, de l'avis de l'Administration, à prolonger la vie d'un navire de 10 ans ou plus; ou
- .4 qui entraîne des modifications du système d'eaux de ballast d'un navire autres que le remplacement des éléments. La transformation d'un navire pour répondre aux dispositions de la règle D-1 ne doit pas être considérée comme constituant une transformation importante aux fins de la présente Annexe.

6. *À partir de la terre la plus proche* signifie à partir de la ligne de base qui sert à déterminer la mer territoriale du territoire en question conformément au droit international; toutefois, aux fins de la Convention, l'expression « à partir de la terre la plus proche » de la côte nord-est de l'Australie signifie à partir d'une ligne reliant le point de latitude 11°00'S et de longitude 142°08'E sur la côte australienne et le point de latitude 10°35'S et de longitude 141°55'E, puis les points suivants :

- latitude 10°00'S et longitude 142°00'E
- latitude 9°10'S et longitude 143°52'E
- latitude 9°00'S et longitude 144°30'E
- latitude 10°41'S et longitude 145°00'E
- latitude 13°00'S et longitude 145°00'E
- latitude 15°00'S et longitude 146°00'E
- latitude 17°30'S et longitude 147°00'E
- latitude 21°00'S et longitude 152°55'E
- latitude 24°30'S et longitude 154°00'E

et enfin le point de latitude 24°42'S et de longitude 153°15'E sur la côte australienne.

7. *Substance active* désigne une substance ou un organisme, y compris un virus ou un champignon, qui agit de manière générale ou spécifique sur ou contre des organismes aquatiques nuisibles et des agents pathogènes.

Règle A-2

Applicabilité générale

Sauf disposition expresse contraire, le rejet des eaux de ballast ne doit être effectué qu'au moyen de la gestion des eaux de ballast conformément aux dispositions de la présente Annexe.

Règle A-3

Exceptions

Les prescriptions de la règle B-3, ou les mesures éventuellement adoptés par une Partie conformément aux dispositions de l'article 2, paragraphe 3, ou de la section C, ne s'appliquent pas :

- .1 à la prise ou au rejet d'eaux de ballast et de sédiments nécessaire pour garantir la sécurité d'un navire dans des situations d'urgence ou la sauvegarde de la vie humaine en mer; ou
- .2 au rejet accidentel ou à l'entrée d'eaux de ballast et de sédiments résultant d'une avarie survenue au navire ou à son équipement :
 - .1 à condition que toutes les précautions raisonnables aient été prises avant et après la survenance de l'avarie ou la découverte de l'avarie ou du rejet pour empêcher ou réduire au minimum ce rejet; et
 - .2 à moins que l'avarie ne soit due à un acte délibéré ou téméraire du propriétaire, de la compagnie ou de l'officier ayant la charge du navire;
 - .3 à la prise et au rejet d'eaux de ballast et de sédiments lorsque ces opérations ont pour but d'éviter ou de réduire au minimum un événement de pollution par le navire; ou
 - .4 à la prise et au rejet ultérieur en haute mer des mêmes eaux de ballast et sédiments; ou

3. *Maatschappij* betekent de eigenaar van het schip of enige andere organisatie of persoon, bijvoorbeeld de manager of de rompbevrachter, die de verantwoordelijkheid betreffende de bedrijfsvoering aan boord van het schip heeft overgenomen van de eigenaar van het schip en die door de aanvaarding van die verantwoordelijkheid ermee heeft ingestemd alle plichten en verantwoordelijkheden die door de International Safety Management (ISM) Code worden opgelegd, over te nemen (2).

4. *Gebouwd* betekent met betrekking tot een schip een stadium in de bouw waarin :

- .1 de kiel wordt gelegd; of
- .2 de bouw specifiek voor een bepaald schip aanvangt; of

.3 is aangevangen met de montage van dat schip, dat tenminste 50 ton of 1 percent van de geschatte massa van alle bouwmaterialen omvat, naar gelang van welke van beide het minst is; of

.4 het schip een belangrijke verbouwing ondergaat.

5. *Belangrijke verbouwing* betekent de verbouwing van een schip :

- .1 waarbij de ballastwatercapaciteit met 15 percent of meer wordt gewijzigd; of
- .2 waarbij het scheepstype verandert; of
- .3 waarbij, naar het oordeel van de Administratie, beoogd wordt de levensduur met tenminste tien jaar te verlengen; of
- .4 die leidt tot veranderingen in het ballastwatersysteem van een schip anders dan vervanging van onderdelen met soortgelijke onderdelen. Verbouwing van een schip teneinde te voldoen aan de bepalingen van voorschrift D-1 wordt voor de toepassing van deze Bijlage niet aangemerkt als een belangrijke verbouwing.

6. *Van het dichtstbijzijnde land* betekent van de basislijn van waaruit de territoriale zee van het betrokken gebied wordt bepaald overeenkomstig het internationale recht, behoudens dat, voor de toepassing van het Verdrag « van het dichtstbijzijnde land » onder de noordoostkust van Australië betekent : van een lijn getrokken van een punt op de kust van Australië gelegen op 11°00' zuiderbreedte en 142°08' oosterlengte naar een punt op 10°35' zuiderbreedte en 141°55' oosterlengte, vandaar naar volgende punten :

- op 10°00' zuiderbreedte en 142°00' oosterlengte
- op 9°10' zuiderbreedte en 143°52' oosterlengte
- op 9°00' zuiderbreedte en 144°30' oosterlengte
- op 10°41' zuiderbreedte en 145°00' oosterlengte
- op 13°00' zuiderbreedte en 145°00' oosterlengte
- op 15°00' zuiderbreedte en 146°00' oosterlengte
- op 17°30' zuiderbreedte en 147°00' oosterlengte
- op 21°00' zuiderbreedte en 152°55' oosterlengte
- op 24°30' zuiderbreedte en 154°00' oosterlengte
- en vandaar naar een punt op de kust van Australië op 24°42' zuiderbreedte en 153°15' oosterlengte.

7. *Actieve stof* betekent een stof of organisme, met inbegrip van virussen of schimmels, dat een algemeen of specifiek effect heeft op schadelijke aquatische organismen en ziektekiemen.

Voorschrift A-2

Algemene toepasbaarheid

Tenzij uitdrukkelijk anders voorzien, mag het lozen van ballastwater alleen geschieden in het kader van ballastwaterbeheer in overeenstemming met de bepalingen van deze Bijlage.

Voorschrift A-3

Uitzonderingen

De vereisten van voorschrift B-3 of maatregelen aangenomen door een Partij uit hoofde van artikel 2, derde lid, of afdeling C, zijn niet van toepassing op :

- .1 het innemen of lozen van ballastwater en sedimenten ten behoeve van de waarborging van de veiligheid van een schip in noodsituaties of voor het redden van mensenlevens op zee; of
- .2 de onbedoelde lozing of inname van ballastwater en sedimenten als gevolg van beschadiging van een schip of zijn uitrusting :
 - .1 mits voor en na het ontstaan van de schade of na het ontdekken van de schade of de lozing alle redelijke voorzorgen zijn getroffen om de lozing te voorkomen of tot een minimum te beperken; en
 - .2 tenzij de eigenaar, maatschappij of de verantwoordelijke officier de schade opzettelijk of door roekeloosheid veroorzaakt heeft;
 - .3 het innemen en lozen van ballastwater en sedimenten wanneer dit geschiedt teneinde voorvallen van verontreiniging door het schip te voorkomen of tot een minimum te beperken; of
 - .4 het innemen en vervolgens lozen op volle zee van datzelfde ballastwater en dezelfde sedimenten; of

.5 au rejet d'eaux de ballast et de sédiments par un navire, sur le lieu même d'origine de la totalité des eaux de ballast et sédiments et à condition qu'il n'y ait pas de mélange avec des eaux de ballast non gérées et des sédiments provenant d'autres zones. Si un mélange s'est produit, les eaux de ballast provenant d'autres zones sont soumises à la gestion des eaux de ballast conformément à la présente Annexe.

Règle A-4

Exemptions

1. Outre les exemptions prévues dans d'autres dispositions de la présente Convention, Une Partie ou des Parties peuvent, dans les eaux relevant de leur juridiction, accorder des dispenses de toute obligation d'appliquer la règle B-3 ou C-1, mais uniquement lorsque ces dispenses sont :

.1 accordées à un ou plusieurs navires effectuant une ou plusieurs traversées entre des ports ou lieux spécifiés; ou à un navire exploité exclusivement entre des ports ou lieux spécifiés;

.2 valables pour une période ne dépassent pas cinq ans, sous réserve d'un examen dans l'intervalle;

.3 accordées à des navires qui ne mélangent pas d'eaux de ballast et de sédiments autres que ceux provenant des ports ou lieux spécifiés au paragraphe 1, 1); et

.4 accordées conformément aux directives sur l'évaluation des risques élaborées par l'Organisation.

2. Les dispenses accordées en application du paragraphe 1 ne doivent pas prendre effet avant d'avoir été communiquées à l'Organisation et avant que les renseignements pertinents aient été diffusés aux Parties.

3. Aucune dispense accordée en vertu de la présente règle ne doit porter atteinte ou nuire à l'environnement, à la santé humaine, aux biens ou aux ressources d'Etats adjacents ou d'autres Etats. Si la Partie établit qu'une dispense peut causer un préjudice à un Etat, celui-ci doit être consulté dans le but de résoudre tout problème identifié.

4. Toute dispense accordée en vertu de la présente règle doit être consignée dans le registre des eaux de ballast.

Règle A-5

Respect de conditions équivalentes

Le respect de conditions équivalentes à celles de la présente Annexe pour les engins de plaisance utilisés exclusivement à des fins récréatives ou sportives ou les engins utilisés essentiellement aux fins de la recherche et du sauvetage, d'une longueur hors tout inférieure à 50 mètres et d'une capacité maximale en eaux de ballast de 8 mètres cubes, est établi par l'Administration compte tenu des directives élaborées par l'Organisation.

SECTION B. — PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE GESTION ET DE CONTRÔLE APPLICABLES AUX NAVIRES

Règle B-1

Plan de gestion des eaux de ballast

Chaque navire doit avoir à bord et mettre en œuvre un plan de gestion des eaux de ballast. Ce plan doit être approuvé par l'Administration compte tenu des directives élaborées par l'Organisation. Le plan de gestion des eaux de ballast doit être spécifique à chaque navire et doit au moins :

.1 décrire en détail les procédures de sécurité que le navire et l'équipage doivent suivre pour la gestion des eaux de ballast conformément à la présente Convention;

.2 fournir une description détaillée des mesures à prendre pour mettre en œuvre les prescriptions relatives à la gestion des eaux de ballast et les pratiques complémentaires de gestion des eaux de ballast qui sont énoncées dans la présente Convention;

.3 décrire en détail les procédures d'évacuation des sédiments :

.1 en mer; et

.2 à terre;

.4 décrire les procédures de coordination de la gestion des eaux de ballast à bord qui impliquent le rejet en mer, avec les autorités de l'Etat dans les eaux duquel ce rejet sera effectué;

.5 désigner l'officier de bord chargé d'assurer la mise en œuvre correct du plan;

.6 contenir les prescriptions en matière de notification applicables aux navires en vertu de la présente Convention; et

.7 être rédigé dans la langue de travail du navire. Si la langue utilisée n'est ni l'anglais, ni l'espagnol, ni le français, le plan doit comprendre une traduction dans l'une de ces langues.

Règle B-2

Registre des eaux de ballast

1. Chaque navire doit avoir à bord un registre des eaux de ballast qui peut être sur support électronique ou faire partie d'un autre registre ou système d'enregistrement et qui doit contenir au moins les renseignements spécifiés à l'appendice II.

.5 het lozen van ballastwater en sedimenten door een schip op dezelfde locatie waar dat ballastwater en die sedimenten geheel van afkomstig zijn en mits er geen vermenging met onbeheerd ballastwater uit andere gebieden heeft plaatsgevonden. Indien vermenging heeft plaatsgevonden, valt het ballastwater afkomstig van andere gebieden onder ballastwaterbeheer in overeenstemming met deze Bijlage.

Voorschrift A-4

Vrijstellingen

1. Een Partij kan of Partijen kunnen in de wateren onder haar of hun rechtsmacht, naast de vrijstellingen vervat in dit Verdrag, tevens een vrijstelling verlenen van de vereisten voor de toepassing van voorschriften B-3 of C-1, evenwel uitsluitend indien deze :

.1 worden verleend aan een schip of aan schepen op reis tussen aangegeven havens of locaties; of aan een schip dat uitsluitend vaart tussen aangegeven havens of locaties;

.2 gelden voor een termijn van ten hoogste vijf jaar, onder voorbehoud van tussentijdse herziening;

.3 zijn verleend aan schepen die geen ballastwater of sedimenten vermengen anders dan tussen de havens of locaties omschreven in het eerste lid, 1); en

.4 zijn verleend op grond van de door de Organisatie opgestelde richtsnoeren voor risicoanalyse.

2. Vrijstellingen verleend uit hoofde van het eerste lid worden pas van kracht na mededeling aan de Organisatie en toezending van de desbetreffende informatie aan de Partijen.

3. Vrijstellingen verleend uit hoofde van dit voorschrift mogen niet ten koste gaan van of leiden tot schade aan het milieu, de gezondheid van de mens, aan goederen of hulpbronnen in aangrenzende of andere Staten. Een Staat die naar het oordeel van de Partij nadelige gevolgen kan ondervinden wordt geraadpleegd teneinde gesignaleerde problemen te verhelpen.

4. Vrijstellingen verleend uit hoofde van dit voorschrift worden vastgelegd in het ballastwaterjournaal.

Voorschrift A-5

Naleving van gelijkwaardige voorschriften

Of een pleziervaartuig dat uitsluitend wordt gebruikt voor recreatie of wedstrijden of vaartuigen die primair worden gebruikt ten behoeve van opsporing en redding, met een totale lengte van ten hoogste 50 meter en een ballastwatercapaciteit van ten hoogste 8 kubieke meter, voldoet aan voorwaarden die gelijkwaardig zijn aan die in deze Bijlage, wordt vastgesteld door de Administratie, waarbij rekening wordt gehouden met door de Organisatie opgestelde richtsnoeren.

AFDELING B. — VEREISTEN VOOR SCHEPEN TEN AANZIEN VAN BEHEER EN CONTROLE

Voorschrift B-1

Ballastwaterbeheerplan

Aan boord van elk schip dient een ballastwaterbeheerplan te zijn en te worden geïmplementeerd. Een dergelijk plan dient te worden goedgekeurd door de Administratie, rekening houdend met door de Organisatie op te stellen richtsnoeren. Elk schip heeft een eigen ballastwaterbeheerplan, dat tenminste :

.1 gedetailleerde veiligheidsprocedures voor schip en bemanning bevat met betrekking tot het ballastwaterbeheer zoals vereist door dit Verdrag;

.2 voorziet in een gedetailleerde beschrijving van de te treffen maatregelen om het ballastwaterbeheerplan te implementeren alsmede aanvullende praktijken voor ballastwaterbeheer zoals vervat in dit Verdrag;

.3 details dient te vermelden van de procedures voor het verwijderen van sedimenten :

.1 op zee; en

.2 aan de wal;

.4 de procedures bevat voor de afstemming van ballastwaterbeheer aan boord inzake het lozen op zee, met de autoriteiten van de Staat in de wateren waarvan de lozing zal plaatsvinden;

.5 de officier aan boord aanwijst die verantwoordelijk is voor het waarborgen dat het plan naar behoren wordt geïmplementeerd;

.6 de meldingsvereisten bevat voor de schepen voorzien in dit Verdrag; en

.7 opgesteld is in de werktal van het schip. Ingeval de gebruikte taal een andere is dan de Engelse, de Franse of de Spaanse taal dient een vertaling in één van deze talen te zijn opgenomen.

Voorschrift B-2

Ballastwaterjournaal

1. Aan boord van ieder schip dient een ballastwaterjournaal te zijn dat een elektronisch bestand kan zijn of opgenomen kan zijn in een ander journaal of systeem en tenminste de in aanhangsel II omschreven informatie bevat.

2. Les mentions portées sur le registre des eaux de ballast doivent être conservées à bord pendant une période minimale de deux ans à compter de la dernière inscription, puis sous le contrôle de la compagnie pendant une période minimale de trois ans.

3. En cas de rejet d'eau de ballast effectué en conformité avec la règle A-3, A-4 ou B3.6, ou en cas d'autre rejet accidentel ou exceptionnel qui ne fait pas l'objet des exemptions prévues par la présente Convention, les circonstances et les motifs du rejet doivent être indiqués dans le registre des eaux de ballast.

4. Le registre des eaux de ballast doit être conservé de manière à être aisément accessible aux fins d'inspection à tout moment raisonnable et, dans le cas d'un navire remorqué sans équipage, peut se trouver à bord du navire remorqueur.

5. Chacune des opérations concernant la gestion des eaux de ballast doit être intégralement et dès que possible consignée dans le registre des eaux de ballast. Chaque mention doit être singée par l'officier responsable de l'opération en question et chaque page, lorsqu'elle est terminée, doit être singée par le capitaine. Les mentions doivent être consignées dans une langue de travail du navire. Si cette langue n'est ni l'anglais, ni l'espagnol, ni le français, ces mentions doivent comporter une traduction dans l'une de ces langues. En cas de différend ou de divergence, les mentions écrites dans une langue officielle de l'Etat dont le navire est autorisé à battre le pavillon font foi.

6. Les agents dûment autorisés par une Partie peuvent inspecter le registre des eaux de ballast à bord de tout navire auquel s'applique la présente règle pendant qu'il se trouve dans un de ses ports ou terminaux au large. Ils peuvent en extraire des copies et en exiger la certification par le capitaine. Toute copie ainsi certifiée est, en cas de poursuites, admissible en justice comme preuve des faits relatés dans le registre. L'inspection du registre des eaux de ballast et l'établissement de copies certifiées doivent être effectués de la façon la plus prompte possible et sans que le navire ne soit indûment retardé.

Règle B-3

Gestion des eaux de ballast par les navires

1. Un navire construit avant 2009 :

.1 qui a une capacité en eaux de ballast comprise entre 1500 et 5000 mètres cubes inclus, doit procéder à la gestion des eaux de ballast de façon à satisfaire au moins à la norme décrite à la règle D-1 ou à la règle D-2 jusqu'en 2014, date après laquelle il doit satisfaire au moins à la norme décrite à la règle D-2;

.2 qui a une capacité en eaux de ballast inférieure à 1500 ou supérieure à 5000 mètres cubes doit procéder à la gestion des eaux de ballast de façon à satisfaire au moins à la norme décrite à la règle D-1 ou à la règle D-2 jusqu'en 2016, date après laquelle il doit satisfaire au moins à la norme décrite à la règle D-2.

2. Un navire auquel s'applique le paragraphe 1 doit satisfaire à ses dispositions au plus tard à la date de la première visite intermédiaire ou de renouvellement, selon celle qui intervient en premier, après la date anniversaire de la livraison du navire l'année où la norme applicable au navire doit être respectée.

3. Un navire construit en 2009 ou après cette date qui a une capacité en eaux de ballast inférieure à 5000 mètres cubes doit procéder à la gestion des eaux de ballast de façon à satisfaire au moins à la norme décrite à la règle D-2.

4. Un navire construit en 2009 ou après cette date, mais avant 2012, qui a une capacité en eaux de ballast égale ou supérieure à 5000 mètres cubes doit procéder à la gestion des eaux de ballast conformément au paragraphe 1, 2).

5. Un navire construit en 2012 ou après cette date qui a une capacité en eaux de ballast égale ou supérieure à 5000 mètres cubes doit procéder à la gestion des eaux de ballast de façon à satisfaire au moins à la norme décrite à la règle D-2.

6. Les prescriptions de la présente règle ne s'appliquent pas aux navires qui rejettent des eaux de ballast dans une installation de réception conçue compte tenu des directives élaborées par l'Organisation pour de telles installations.

7. D'autres méthodes de gestion des eaux de ballast peuvent également être acceptées en remplacement des prescriptions énoncées aux paragraphes 1 à 5, sous réserve qu'elles assurent au moins le même degré de protection de l'environnement, de la santé humaine, des biens ou des ressources, et qu'elles soient approuvées en principe par le Comité.

Règle B-4

Renouvellement des eaux de ballast

1. Un navire qui procède au renouvellement des eaux de ballast pour satisfaire à la norme de la règle D-1 doit :

.1 autant que possible, effectuer le renouvellement des eaux de ballast à 200 milles marin au moins de la terre la plus proche et par 200 mètres de fond au moins, compte tenu des directives élaborées par l'Organisation;

2. De vermeldingen in het ballastwater-journaal dienen tenminste twee jaar nadat de laatste vermelding heeft plaatsgevonden aan boord te blijven en daarna tenminste gedurende drie jaar onder de bevoegdheid blijven van de maatschappij.

3. Lozingen van ballastwater uit hoofde van de voorschriften A-3, A-4 of B-3.6 of in het geval van andere onbedoelde of uitzonderlijke lozingen van ballastwater waarvoor uit hoofde van dit Verdrag geen vrijstelling geldt, worden genoteerd in het ballastwaterjournaal waarbij de omstandigheden en de reden voor de lozing worden beschreven.

4. Het ballastwaterjournaal dient onmiddellijk beschikbaar te zijn voor inzage op alle redelijke momenten, en in het geval van een onbemand schip op sleep kan het aan boord van de sleepboot worden bewaard.

5. Elke ballastwateroperatie dient onverwijld en volledig in het ballastwaterjournaal te worden genoteerd. Elke vermelding dient te worden ondertekend door de voor de desbetreffende operatie verantwoordelijke officier en elke ingevulde pagina dient te worden ondertekend door de kapitein. De vermeldingen in het ballastwaterjournaal dienen te worden opgesteld in de werktaal van het schip. Ingeval die taal een andere is dan de Engelse, de Franse of de Spaanse taal dienen de vermeldingen te zijn voorzien van een vertaling in één van deze talen. Wanneer de vermeldingen tevens zijn gesteld in een officiële taal van de Staat waarvan het schip gerechtigd is de vlag te voeren, zijn deze doorslaggevend in geval van een geschil of een tegenstrijdigheid.

6. Ambtenaren die naar behoren zijn gemachtigd door een Partij mogen het ballastwaterjournaal aan boord van een schip waarop dit voorschrift van toepassing is terwijl het schip zich in haar haven of bij een laad- of losplaats buitengaats bevindt controleren en een afschrift maken van de vermeldingen en van de kapitein verlangen dat deze het afschrift voor eensluidend waarmerkt. Een aldus gewaarmerkt afschrift dient in gerechtelijke procedures toegelaten te worden als bewijs van de feiten weergegeven in het journaal. De controle van een ballastwaterjournaal en het maken van een gewaarmerkt afschrift dienen zo spoedig mogelijk plaats te vinden zonder te leiden tot onnodige vertraging van het schip.

Voorschrift B-3

Ballastwaterbeheer voor schepen

1. Op schepen gebouwd voor 2009 :

.1 met een ballastwatercapaciteit van 1500 tot en met 5000 kubieke meter, dient het ballastwater tot 2014 te worden beheerd op een wijze die tenminste voldoet aan de normen beschreven in voorschrift D-1 of in voorschrift D-2 en nadien tenminste aan de normen beschreven in voorschrift D-2;

.2 met een ballastwatercapaciteit van minder dan 1500 of meer dan 5000 kubieke meter, dient het ballastwater tot 2016 te worden beheerd op een wijze die tenminste voldoet aan de normen beschreven in voorschrift D-1 of in voorschrift D-2 en nadien tenminste aan de normen beschreven in voorschrift D-2.

2. Een schip waarop het eerste lid van toepassing is dient uiterlijk op de datum van de eerste tussentijdse schouwing of herschouwing, naar gelang van wat het eerste is, na de verjaardatum van de oplevering van het schip in het jaar waarin aan de op het schip van toepassing zijnde norm moet worden voldaan, te voldoen aan het eerste lid.

3. Op schepen gebouwd in of na 2009 met een ballastwatercapaciteit van minder dan 5000 kubieke meter dient het ballastwater te worden beheerd op een wijze die tenminste voldoet aan de normen beschreven in voorschrift D-2.

4. Op schepen gebouwd in of na 2009, maar voor 2012, met een ballastwatercapaciteit van 5000 kubieke meter of meer dient het ballastwater te worden beheerd in overeenstemming met het eerste lid, 2).

5. Op schepen gebouwd in of na 2012 met een ballastwatercapaciteit van 5000 kubieke meter of meer dient het ballastwater te worden beheerd op een wijze die tenminste voldoet aan de normen beschreven in voorschrift D-2.

6. De vereisten van dit voorschrift zijn niet van toepassing op schepen die ballastwater lozen bij een ontvangstinrichting die overeenkomstig de door de Organisatie voor dergelijke inrichtingen opgestelde richtsnoeren zijn ontworpen.

7. Andere methoden voor ballastwaterbeheer kunnen worden aangenomen als alternatief voor de vereisten beschreven in het eerste tot en met het vijfde lid, mits deze methoden tenminste dezelfde mate van bescherming van het milieu, de gezondheid van de mens, van goederen of hulpbronnen waarborgen en deze in beginsel zijn goedgekeurd door het Comité.

Voorschrift B-4

Wisseling van ballastwater

1. Schepen die ballastwater wisselen teneinde te voldoen aan de normen in voorschrift D-1, dienen :

.1 het ballastwater waar mogelijk te wisselen tenminste op 200 zeemijl van het dichtstbijzijnde land en in water met een diepte van tenminste 200 meter, rekening houdend met de door de Organisatie opgestelde richtsnoeren;

.2 lorsque le navire n'est pas en mesure de procéder au renouvellement des eaux de ballast conformément au paragraphe 1, 1), ce renouvellement du ballast doit être effectué compte tenu des directives visées au paragraphe 1, 1), et aussi loin que possible de la terre la plus proche et, dans tous les cas, à une distance d'au moins 50 milles marins de la terre la plus proche et par 200 mètres de fond au moins.

2. Dans les zones maritimes où la distance de la terre la plus proche ou la profondeur ne répond pas aux paramètres visés au paragraphe 1, 1) ou 2), l'Etat du port peut désigner, en consultation avec les Etats adjacents ou d'autres Etats, selon qu'il convient, des zones où un navire peut procéder au renouvellement des eaux de ballast compte tenu des directives visées au paragraphe 1, 1).

3. Un navire n'est pas tenu de s'écarter de la route prévue ou de retarder son voyage pour satisfaire à une prescription particulière du paragraphe 1.

4. Un navire qui procède au renouvellement des eaux de ballast n'est pas tenu de satisfaire aux dispositions du paragraphe 1 ou 2, selon le cas, si le capitaine décide raisonnablement qu'une telle opération compromettrait la stabilité ou la sécurité du navire, de son équipage ou de ses passagers du fait de conditions météorologiques défavorables, de la conception du navire ou des efforts auxquels il est soumis, d'une défaillance de l'équipement ou de toute autre circonstance exceptionnelle.

5. Lorsqu'un navire est tenu de procéder au renouvellement des eaux de ballast et ne le fait pas conformément à la présente règle, les raisons doivent être consignées sur le registre des eaux de ballast.

Règle B-5

Gestion des sédiments par les navires

1. Tous les navires doivent éliminer et évacuer les sédiments des espaces destinés aux eaux de ballast conformément aux dispositions du plan de gestion des eaux de ballast du navire.

2. Les navires visés à la règle B-3.3 à B-3.5 devraient, sans que cela porte atteinte à la sécurité ou à l'efficacité de l'exploitation, être conçus et construits de manière à réduire au minimum la prise et la rétention indésirable de sédiments, à faciliter l'élimination des sédiments et à permettre un accès sans danger pour procéder à l'élimination et l'échantillonnage des sédiments, compte tenu des directives élaborées par l'Organisation. Les navires visés à la règle B-3.1 devraient, dans la mesure où cela est possible dans la pratique, satisfaire aux dispositions du présent paragraphe.

Règle B-6

Tâches des officiers et des membres d'équipage

Les officiers et les membres d'équipage doivent être familiarisés avec les tâches afférentes à la gestion des eaux de ballast spécifique au navire à bord duquel ils servent et doivent, en fonction des tâches qui leur sont assignées, être familiarisés avec le plan de gestion des eaux de ballast du navire.

SECTION C. — PRESCRIPTIONS SPECIALES DANS CERTAINES ZONES

Règle C-1

Mesures supplémentaires

1. Si une Partie, individuellement ou de concert avec d'autres Parties, décide que des mesures supplémentaires à celles de la section B sont nécessaires pour prévenir, réduire ou éliminer le transfert d'organismes aquatiques nuisibles et d'agents pathogènes par les eaux de ballast et sédiments des navires, cette ou ces Parties peuvent, conformément au droit international, exiger que les navires satisfassent à une norme ou prescription spécifiée.

2. Avant d'établir des normes ou prescriptions conformément au paragraphe 1, la ou les Parties devraient consulter les Etats adjacents ou d'autres Etats susceptibles d'être affectés par de telles normes ou prescriptions.

3. La ou les Parties qui ont l'intention d'introduire des mesures supplémentaires conformément au paragraphe 1 de la présente règle doivent :

.1 tenir compte des directives élaborées par l'Organisation;

.2 informer l'Organisation de leur intention d'établir des mesures supplémentaires au moins 6 mois avant la date prévue de mise en œuvre desdites mesures, sauf en cas d'urgence ou d'épidémie. La notification doit indiquer :

.1 les coordonnées géographiques exactes des lieux où ces mesures supplémentaires s'appliquent;

.2 la nécessité et la justification de l'application des mesures supplémentaires, y compris, si possible, les avantages de ces mesures;

.3 une description des mesures supplémentaires; et

.2 in gevallen waarin het schip geen ballastwater kan wisselen in overeenstemming met het eerste lid, 1), dient dit te geschieden met inachtneming van de richtsnoeren beschreven in het eerste lid, 1), en zo ver mogelijk verwijderd van het dichtstbijzijnde land, en in alle gevallen tenminste 50 zeemijl van het dichtstbijzijnde land en in water met een diepte van tenminste 200 meter.

2. In zeegebieden op een afstand van het dichtstbijzijnde land of met een diepte die niet overeenkomen met de parameters omschreven in het eerste lid, 1) of 2), kan de havenstaat in overleg met aangrenzende of andere Staten, naar gelang hetgeen van toepassing is, gebieden aanwijzen waar een schip ballastwater kan wisselen met inachtneming van de richtsnoeren omschreven in het eerste lid, 1).

3. Van schepen zal niet verlangd worden dat zij afwijken van de beoogde reis of deze vertragen teneinde te voldoen aan een specifiek vereiste van het eerste lid.

4. Van schepen die ballastwater wisselen wordt niet verlangd dat zij voldoen aan de bepalingen van het eerste of tweede lid, naar gelang hetgeen van toepassing is, indien de kapitein redelijkerwijs oordeelt dat een dergelijke wisseling de veiligheid of stabiliteit van het schip, zijn bemanning of passagiers in gevaar zou brengen ten gevolge van ongunstige weersomstandigheden, het ontwerp van of krachten op het schip, uitval van uitrusting of andere uitzonderlijke omstandigheden.

5. Indien een schip ballastwater dient te wisselen en zulks nalaat in strijd met dit voorschrift, worden de redenen vermeld in het ballastwaterjournaal.

Voorschrift B-5

Sedimentenbeheer voor schepen

1. Alle schepen dienen sedimenten uit de ruimten bestemd voor het vervoer van ballastwater in overeenstemming met de bepalingen van hun ballastwater-beheerplan te verwijderen en af te voeren.

2. De schepen omschreven in de voorschriften B-3.3 tot en met B-3.5 dienen zonder afbreuk te doen aan de veiligheid of operationele doelmatigheid, zodanig te zijn ontworpen en gebouwd dat de inname en het ongewenst achterblijven van sedimenten tot een minimum wordt beperkt, de verwijdering van sedimenten wordt vergemakkelijkt en dat veilig toegang kan worden verkregen om sedimenten te verwijderen en te bemonsteren, rekening houdend met door de Organisatie opgestelde richtsnoeren. De schepen omschreven in voorschrift B-3.1 dienen voor zover mogelijk te voldoen aan de bepalingen van dit lid.

Voorschrift B-6

Taken van officieren en bemanning

Officieren en bemanning dienen vertrouwd te zijn met hun taken bij de implementatie van het ballastwaterbeheerplan dat geldt voor het schip waarop zij werkzaam zijn, en dienen overeenkomstig hun taken vertrouwd te zijn met het ballastwaterbeheerplan van het schip.

AFDELING C. — SPECIALE VEREISTEN IN BEPAALDE GEBIEDEN

Voorschrift C-1

Aanvullende maatregelen

1. Indien een Partij afzonderlijk of gezamenlijk met andere Partijen bepaalt dat naast de maatregelen vervat in afdeling B aanvullende maatregelen noodzakelijk zijn om de verplaatsing van schadelijke aquatische organismen en ziektekiemen via het ballastwater en de sedimenten van schepen te voorkomen, te beperken of uit te bannen, kan een dergelijke Partij of kunnen dergelijke Partijen, in overeenstemming met het internationale recht verlangen dat schepen voldoen aan een specifieke norm of vereiste.

2. Alvorens uit hoofde van het eerste lid normen of vereisten vast te stellen, dient een Partij of dienen Partijen te overleggen met de aangrenzende of andere Staten die van deze normen of vereisten gevolgen kunnen ondervinden.

3. Een Partij die beoogt of Partijen die beogen aanvullende maatregelen in overeenstemming met het eerste lid in te voeren :

.1 houden rekening met de door de Organisatie opgestelde richtsnoeren.

.2 geven hun voornemen aanvullende maatregelen te treffen tenminste zes maanden voorafgaand aan de beoogde datum van implementatie door aan de Organisatie, behalve in noodsituaties of in geval van epidemieën. Daarbij dienen te worden vermeld :

.1 de precieze coördinaten van de gebieden waar de aanvullende maatregelen van toepassing zijn;

.2 de noodzaak en redenen voor de toepassing van de aanvullende maatregelen, zo mogelijk met inbegrip van het nut ervan;

.3 een beschrijving van de aanvullende maatregelen; en

.4 tout arrangement éventuellement prévu pour faciliter le respect par les navires des mesures supplémentaires.

.3 dans la mesure requise par le droit international coutumier, tel que défini dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, obtenir l'approbation de l'Organisation.

4. La ou les Parties qui introduisent de telles mesures supplémentaires doivent s'efforcer de procurer, autant que possible, tous les services appropriés, lesquels peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter, des avis aux navigateurs concernant les zones, les autres itinéraires ou ports possibles, pour alléger la charge imposée au navire.

5. Les mesures supplémentaires adoptées par une ou plusieurs Parties ne doivent pas compromettre la sécurité et la sûreté du navire et ne doivent en aucun cas être en conflit avec toute autre convention à laquelle le navire serait soumis.

6. La ou les Parties qui introduisent des mesures supplémentaires peuvent renoncer à les appliquer temporairement ou dans des circonstances particulières si elles le jugent approprié.

Règle C-2

Avis concernant la prise d'eaux de ballast dans certaines zones et mesures connexes que doivent prendre les Etats du pavillon

1. Une Partie doit s'efforcer de diffuser des avis aux navigateurs concernant les zones relevant de leur juridiction dans lesquelles les navires ne devraient pas prendre d'eaux de ballast en raison de conditions connues. La Partie doit préciser dans ces avis les coordonnées géographiques exactes de la ou des zones susvisées et, si possible, l'emplacement d'une ou de plusieurs autres zones convenant à la prise d'eaux de ballast. Des avis peuvent être diffusés concernant :

.1 les zones où l'on sait qu'existent des éclosions, infestations ou populations d'organismes aquatiques nuisibles ou d'agents pathogènes (par exemple, proliférations d'algues toxiques) susceptibles d'avoir une incidence sur la prise ou le rejet d'eaux de ballast;

.2 les zones proches de points de rejet des eaux usées; ou

.3 les zones où l'action de chasse des marées est insuffisante, ou encore les périodes pendant lesquelles on sait qu'un courant de marée cause une turbidité accrue.

2. Outre les avis diffusés aux navigateurs conformément aux dispositions du paragraphe 1, une Partie doit notifier à l'Organisation et aux Etats côtiers qui pourraient être affectés toute zone identifiée conformément au paragraphe 1, ainsi que la période durant laquelle l'avis restera probablement valable. La notification adressée à l'Organisation et aux Etats côtiers qui pourraient être affectés doit spécifier les coordonnées géographiques exactes de la zone ou des zones susmentionnées et, si possible, indiquer l'emplacement d'une ou plusieurs autres zones convenant à la prise d'eaux de ballast. L'avis doit indiquer aux navires qui ont besoin de prendre des eaux de ballast dans la zone les autres dispositions prévues à cet égard. La Partie doit également informer les gens de mer, l'Organisation et les Etats côtiers qui pourraient être affectés lorsqu'un avis donné n'est plus applicable.

Règle C-3

Communication de renseignements

L'Organisation doit diffuser, par tout moyen approprié, les renseignements qui lui sont communiqués en vertu des règles C-1 et C-2.

SECTION D. — NORMES APPLICABLES A LA GESTION DES EAUX DE BALLAST

Règle D-1

Norme de renouvellement des eaux de ballast

1. Les navires qui procèdent au renouvellement des eaux de ballast conformément à la présente règle doivent obtenir un renouvellement volumétrique effectif d'au moins 95 pour cent des eaux de ballast.

2. Dans le cas des navires qui procèdent au renouvellement des eaux de ballast par pompage, le renouvellement par pompage de trois fois le volume de chaque citerne à ballast doit être considéré comme satisfaisant à la norme décrite au paragraphe 1. Le pompage de moins de trois fois le volume peut être accepté à condition que le navire puisse prouver qu'un renouvellement volumétrique de 95 pour cent est obtenu.

Règle D-2

Norme de qualité des eaux de ballast

1. Les navires qui procèdent à la gestion des eaux de ballast conformément à la présente règle doivent rejeter moins de 10 organismes viables par mètre cube d'une taille minimale égale ou supérieure à 50 microns et moins de 10 organismes viables par millilitre d'une taille minimale inférieure à 50 microns et supérieure à 10 microns; en outre, le rejet des agents microbiens indicateurs ne doit pas dépasser les concentrations spécifiées au paragraphe 2.

.4 eventuele regelingen die kunnen worden getroffen teneinde te bevorderen dat schepen kunnen voldoen aan de aanvullende maatregelen.

.3 verkrijgen voor zover vereist op grond van het internationaal gewoonterecht, zoals vervat in het Verdrag van de Verenigde Naties inzake het recht van de zee, indien van toepassing, toestemming van de Organisatie.

4. Bij de invoering van dergelijke aanvullende maatregelen dient een Partij of diene Partijen te trachten alle nodige diensten beschikbaar te stellen, waaronder, maar niet beperkt tot kennisgeving aan zeelieden inzake gebieden, beschikbare en alternatieve routes of havens, voor zover praktisch uitvoerbaar, teneinde de overlast voor het schip te beperken.

5. Eventuele aanvullende maatregelen die door een Partij of Partijen zijn genomen mogen niet ten koste gaan van de veiligheid en beveiliging van het schip en in geen geval in strijd zijn met eventuele andere verdragen waaraan het schip moet voldoen.

6. Een Partij of Partijen die aanvullende maatregelen nemen kunnen deze gedurende een periode of onder bepaalde voorwaarden opschorten, indien zij dit opportuun achten.

Voorschrift C-2

Waarschuwingen betreffende het innemen van ballastwater in bepaalde gebieden en de desbetreffende maatregelen van de vlaggenstaat

1. Een Partij dient te trachten zeelieden in kennis te stellen van gebieden onder hun rechtsmacht waarin schepen vanwege hun bekende omstandigheden geen ballastwater dienen in te nemen. Een Partij moet in deze kennisgevingen de precieze coördinaten van het gebied of de gebieden opnemen en waar mogelijk de locatie van een alternatief gebied of alternatieve gebieden voor het innemen van ballastwater. Waarschuwingen kunnen worden aangegeven voor :

.1 gebieden waarvan bekend is dat er uitbraken, plagen of populaties van schadelijke aquatische organismen en ziektekiemen zijn (bijvoorbeeld toxisch algenschuim) die mogelijk van belang zijn voor de inname of lozing van ballastwater;

.2 gebieden nabij rioolmondingen; of

.3 gebieden waar sprake is van weinig spoeling door de getijden of tijdstippen waarop een getijdenstroming meer modder met zich meebrengt.

2. Behalve zeelieden in kennis stellen van gebieden overeenkomstig het bepaalde in het eerste lid, dienen Partijen tevens de Organisatie en kuststaten die er mogelijk gevolgen van kunnen ondervinden in kennis te stellen van gebieden als bedoeld in het eerste lid en de termijn gedurende welke deze waarschuwing mogelijk van kracht is. De kennisgeving aan de Organisatie en kuststaten die er mogelijk gevolgen van kunnen ondervinden dient de precieze coördinaten van het gebied of de gebieden en waar mogelijk de locatie van alternatieve gebieden voor het innemen van ballastwater te bevatten. De kennisgeving dient adviezen te omvatten aan schepen die in het gebied ballastwater moeten innemen, met beschrijvingen van getroffen regelingen voor alternatieve inname. De Partij dient tevens zeelieden, de Organisatie en kuststaten die er mogelijk gevolgen van kunnen ondervinden in kennis te stellen zodra haar waarschuwing niet langer geldt.

Voorschrift C-3

Doorgeven van informatie

De Organisatie stelt met behulp van passende middelen de aan haar uit hoofde van de voorschriften C-1 en C-2 doorgegeven informatie beschikbaar.

AFDELING D. — NORMEN VOOR BALLASTWATERBEHEER

Voorschrift D-1

Norm voor de wisseling van ballastwater

1. Schepen die in overeenstemming met dit voorschrift ballastwater wisselen dienen zulks te doen met een efficiëntie van tenminste 95 percent aan volumetrische wisseling van ballastwater.

2. Schepen die ballastwater wisselen door in- en uitpompen, waarbij het volume van elke ballastwatertank driemaal in en uit wordt gepompt worden geacht te voldoen aan de norm omschreven in het eerste lid. Minder dan driemaal het volume in- en uitpompen kan worden aanvaard, mits aangetoond kan worden dat voldaan wordt aan tenminste 95 percent van de volumetrische wisseling.

Voorschrift D-2

Norm voor de behandeling van ballastwater

1. Schepen die hun ballastwater beheren in overeenstemming met dit voorschrift lozen minder dan 10 levensvatbare organismen per kubieke meter met een minimumafmeting groter dan of gelijk aan 50 micrometer en minder dan 10 levensvatbare organismen per milliliter met een minimumafmeting van minder dan 50 micrometer en groter dan of gelijk aan 10 micrometer en de lozing van de indicatiemicroben mag de gespecificeerde concentraties vastgelegd in het tweede lid niet overschrijden.

2. A titre de norme pour la santé humaine, les agents microbiens indicateurs comprennent les agents suivants :

- .1 *Vibrio cholerae* toxigène (O1 et O139), moins de 1 unité formant colonie (ufc) par 100 millilitres ou moins de 1 ufc pour 1 gramme (masse humide) d'échantillons de zooplancton;
- .2 *Escherichia coli*, moins de 250 ufc par 100 millilitres;
- .3 Entérocoque intestinal, moins de 100 ufc par 100 millilitres.

Règle D-3

Prescriptions relatives à l'approbation des systèmes de gestion des eaux de ballast

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2, les systèmes de gestion des eaux de ballast utilisés pour satisfaire à la Convention doivent être approuvés par l'Administration compte tenu des directives élaborées par l'Organisation.

2. Les systèmes de gestion des eaux de ballast qui utilisent des substances actives ou des préparations contenant une ou plusieurs substances actives pour satisfaire à la présente Convention doivent être approuvés par l'Organisation, sur la base d'une procédure élaborée par l'Organisation. Cette procédure doit décrire l'approbation et l'annulation de l'approbation des substances actives et la manière dont il est proposé de les appliquer. A compter du retrait de l'approbation, l'utilisation de la ou des substances actives concernées doit être interdite dans l'année qui suit ce retrait.

3. Les systèmes de gestion des eaux de ballast utilisés pour satisfaire à la Convention doivent être sans danger pour le navire, son armement et l'équipage.

Règle D-4

Prototypes de technologies de traitement des eaux de ballast

1. Si, avant la date à laquelle la norme de la règle D-2 lui serait normalement applicable, un navire participe à un programme approuvé par l'Administration pour mettre à l'essai et évaluer une technologie prometteuse de traitement des eaux de ballast, la norme de la règle D-2 ne s'applique pas à ce navire avant un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle il serait normalement tenu de la respecter.

2. Si, après la date à laquelle la norme de la règle D-2 lui devient applicable, un navire participe à un programme approuvé par l'Administration compte tenu des directives élaborées par l'Organisation, pour mettre à l'essai et évaluer une technologie prometteuse en matière d'eaux de ballast qui pourrait déboucher sur une technologie de traitement permettant de satisfaire à une norme supérieure à celle de la règle D-2, la norme de la règle D-2 ne lui est plus applicable cinq ans après la date à laquelle il est équipé de cette technologie.

3. Lorsqu'elles établissent et exécutent un programme quelconque de mise à l'essai et d'évaluation de technologies prometteuses de traitement des eaux de ballast, les Parties doivent :

- .1 tenir compte des directives élaborées par l'Organisation, et
- .2 ne faire participer que le minimum de navires nécessaire pour mettre efficacement à l'essai ces technologies.

4. Pendant toute la période d'essai et d'évaluation, le système de traitement doit être exploité régulièrement et de la façon prévue.

Règle D-5

Examen des normes par l'Organisation

1. Lors d'une réunion du Comité qui a lieu au plus tard trois ans avant la date la plus proche à laquelle la norme de la règle D-2 prendra effet, le Comité entreprend un examen pour déterminer s'il existe des technologies permettant de satisfaire à ladite norme, évaluer les critères énoncés au paragraphe 2 et analyser les effets socio-économiques compte tenu en particulier des besoins des pays en développement, et notamment ceux des petits Etats insulaires en développement. Le Comité doit également entreprendre des examens périodiques, selon les besoins, des prescriptions applicables aux navires visés à la règle B-3.1 ainsi que de tout autre aspect de la gestion des eaux de ballast traité dans la présente Annexe, y compris les directives élaborées par l'Organisation.

2. Indicatiermicroben als norm voor de gezondheid van de mens zijn onder meer :

- .1 Toxicogene *Vibrio cholerae* (O1 en O139) met minder dan 1 kolonievormende eenheid (kve) per 100 milliliter of minder dan 1 kve per gram (nat gewicht) zoöplanktonmonster;
- .2 *Escherichia coli* minder dan 250 kve per 100 milliliter;
- .3 Intestinale enterococci minder dan 100 kve per 100 milliliter.

Voorschrift D-3

Goedkeuringsvereisten voor ballastwater-beheersystemen

1. Behalve in het geval omschreven in het tweede lid dienen ballastwater-beheersystemen die worden gebruikt om te voldoen aan dit Verdrag te worden goedgekeurd door de Administratie, rekening houdend met door de Organisatie opgestelde richtsnoeren.

2. Ballastwaterbeheersystemen waarbij gebruik wordt gemaakt van actieve substanties of preparaten die een of meer actieve substanties bevatten teneinde te voldoen aan dit Verdrag dienen op grond van een door de Organisatie opgestelde procedure te worden goedgekeurd door de Organisatie. In deze procedure wordt de goedkeuring en intrekking van de goedkeuring van actieve substanties beschreven alsmede de voorgestelde wijze van toepassing. Bij intrekking van de goedkeuring wordt het gebruik van de desbetreffende actieve substantie of substanties binnen een jaar na de datum van de intrekking verboden.

3. Ballastwaterbeheersystemen die worden gebruikt om te voldoen aan dit Verdrag moeten veilig zijn voor het schip, zijn uitrusting en de bemanning.

Voorschrift D-4

Prototype ballastwaterbehandelingstechnieken

1. Voor elk schip dat voorafgaand aan de datum waarop de norm in voorschrift D-2 ervoor van kracht zou worden, deelneemt aan een door de Administratie goedgekeurd programma voor het testen en beoordelen van veelbelovende ballastwaterbehandelingstechnieken, wordt de norm in voorschrift D-2 niet eerder van kracht dan vijf jaar na de datum waarop het schip anders had moeten voldoen aan die norm.

2. Voor elk schip dat, na de datum waarop de norm in voorschrift D-2 ervoor van kracht is geworden, deelneemt aan een door de Administratie goedgekeurd programma, rekening houdend met door de Organisatie opgestelde richtsnoeren, voor het testen en beoordelen van veelbelovende ballastwaterbehandelingstechnieken die mogelijk kunnen resulteren in behandelingstechnieken waarmee een hogere norm wordt verwezenlijkt dan die vervat in voorschrift D-2, houdt de norm vervat in voorschrift D-2 gedurende vijf jaar, vanaf de datum van de installatie van die techniek, op voor dat schip van kracht te zijn.

3. Bij het vaststellen en uitvoeren van programma's voor het testen en beoordelen van veelbelovende ballastwatertechnieken :

- .1 houden de Partijen rekening met de door de Organisatie opgestelde richtsnoeren, en
- .2 staan de Partijen deelname uitsluitend toe door het minimum aantal schepen dat nodig is om dergelijke technieken doeltreffend te kunnen testen.

4. Gedurende de gehele test- en beoordelingsperiode dient het behandelingssysteem op consistente wijze en overeenkomstig de opzet te worden bediend.

Voorschrift D-5

Herziening van normen door de Organisatie

1. Uiterlijk drie jaar voor de datum waarop de in voorschrift D-2 vervatte norm op zijn vroegst van kracht wordt, toetst het Comité tijdens een vergadering onder meer of er passende technieken beschikbaar zijn waarmee de norm kan worden verwezenlijkt, beoordeelt zij de criteria vervat in het tweede lid en worden de sociaal-economische gevolgen, in het bijzonder met betrekking tot de ontwikkelingsbehoeften van ontwikkelingslanden, met name van kleine eilandstaten in ontwikkeling, beoordeeld. Zo nodig verricht het Comité ook periodieke herzieningen, teneinde de toepasselijke vereisten voor schepen omschreven in voorschrift B-3.1 alsmede andere aspecten van ballastwaterbeheer die in deze Bijlage aan de orde komen, met inbegrip van eventuele door de Organisatie opgestelde richtsnoeren te onderzoeken.

2. Les examens en question des technologies appropriées doivent également tenir compte :

.1 des considérations liées à la sécurité du navire et de l'équipage;

.2 de leur acceptabilité sur le plan écologique, c'est-à-dire qu'elles ne doivent pas avoir davantage d'impacts sur l'environnement que ceux qu'elles permettent d'éviter;

.3 de leur aspect pratique, c'est-à-dire leur comptabilité avec la conception et l'exploitation du navire;

.4 de leur rapport coût-efficacité, c'est-à-dire leur caractère économique; et

.5 de leur efficacité sur le plan biologique au sens où elles permettent d'éliminer ou de rendre non viables les organismes aquatiques nuisibles et les agents pathogènes présents dans les eaux de ballast.

3. Le Comité peut constituer un ou plusieurs groupes chargés de procéder à l'examen ou aux examens visés au paragraphe 1. Le Comité arrête la composition et le mandat de tels groupes, ainsi que les questions précises qui leurs sont confiées. Ces groupes peuvent élaborer et recommander des propositions d'amendement à la présente Annexe pour examen par les Parties. Seules les Parties peuvent participer à la formulation de recommandations et aux décisions prises par le Comité à l'égard des amendements.

4. Si, sur la base des examens visés dans la présente règle, les parties décident d'adopter des amendements à la présente Annexe, ces amendements sont adoptés et entrent en vigueur conformément aux procédures prévues à l'article 19 de la présente Convention.

SECTION E. — PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE VISITES ET DE DELIVRANCE DES CERTIFICATS AUX FINS DE LA GESTION DES EAUX DE BALLAST

Règle E-1

Visites

1. Les navires d'une jauge brute égale ou supérieure à 400 auxquels s'applique la Convention, à l'exception des plates-formes flottantes, des FSU et des FPSO, doivent être soumis aux visites spécifiées ci-après :

.1 Une visite initiale avant la mise en service du navire ou avant que le certificat prescrit en vertu de la règle E-2 ou E-3 ne lui soit délivré pour la première fois. Cette visite doit permettre de vérifier que le plan de gestion des eaux de ballast prescrit par la règle B-1 et la structure, l'équipement, les systèmes, les installations, les aménagements et les matériaux ou procédés associés satisfont pleinement aux prescriptions de la présente Convention.

.2 Une visite de renouvellement effectuée aux intervalles spécifiés par l'Administration, mais n'excédant pas cinq ans, sous réserve des dispositions de la règle E-5.2, E-5.5, E-5.6 ou E-5.7. Cette visite doit permettre de vérifier que le plan de gestion des eaux de ballast prescrit par la règle B-1 et la structure, l'équipement, les systèmes, les installations, les aménagements et les matériaux ou procédés associés satisfont pleinement aux prescriptions applicables de la présente Convention.

.3 Une visite intermédiaire effectuée dans un délai de trois mois avant ou après la deuxième date anniversaire du certificat, ou dans un délai de trois mois avant ou après la troisième date anniversaire du certificat qui remplace l'une des visites annuelles prévues au paragraphe 1, 4). La visite intermédiaire doit permettre de s'assurer que l'équipement et les systèmes et procédés associés de gestion des eaux de ballast satisfont pleinement aux prescriptions applicables de la présente Annexe et sont en bon état de fonctionnement. Ces visites intermédiaires doivent être portées sur le certificat délivré en vertu de la règle E-2 ou E-3.

.4 Une visite annuelle effectuée dans un délai de trois mois avant ou après chaque date anniversaire, qui comprend une inspection générale de la structure, de l'équipement, des systèmes, des installations, des aménagements et des matériaux ou procédés associés au plan de gestion des eaux de ballast prescrit par la règle B-1, afin de s'assurer qu'ils ont été maintenus dans les conditions prévues au paragraphe 9 et restent satisfaisants pour le service auquel le navire est destiné. Ces visites annuelles doivent être portées sur le certificat délivré en vertu de la règle E-2 ou E-3.

2. Bij dergelijke herzieningen van passende technieken wordt ook rekening gehouden met :

.1 veiligheidsoverwegingen met betrekking tot het schip en de bemanning;

.2 milieuveiligheid, dit wil zeggen. dat er niet meer of groter milieueffecten veroorzaakt mogen worden dan ermee worden opgelost;

.3 praktische toepassing, dit wil zeggen of de techniek verenigbaar is met de bouw en exploitatie van het schip;

.4 kosteneffectiviteit, dit wil zeggen economisch verantwoord; en

.5 biologische effectiviteit wat betreft de verwijdering of het anderszins onschadelijk maken van schadelijke aquatische organismen en ziektekiemen in ballastwater.

3. Het Comité kan een groep of groepen vormen voor het verrichten van de herzieningen beschreven in het eerste lid. Het Comité bepaalt de samenstelling, het mandaat en de door dergelijke groepen te behandelen aangelegenheden. Dergelijke groepen kunnen voorstellen tot wijziging van deze Bijlage uitwerken en aanbevelen ter overweging door de Partijen. Uitsluitend Partijen mogen deelnemen aan het formuleren van aanbevelingen en door het Comité genomen besluiten inzake wijzigingen.

4. Indien de Partijen op basis van de in dit voorschrift beschreven herzieningen besluiten wijzigingen van deze Bijlage aan te nemen, worden zij aangenomen en treden zij in werking in overeenstemming met de in artikel 19 van dit Verdrag vervatte procedures.

AFDELING E. — SCHOUWING- EN CERTIFICATIEVEREISTEN VOOR BALLASTWATERBEHEER

Voorschrift E-1

Schouwingen

1. Schepen met een brutotonnenmaat van 400 of meer waarop dit Verdrag van toepassing is, met uitzondering van drijvende platforms, FSU's en FPSO's worden onderworpen aan de onderstaand omschreven schouwingen :

.1 Een eerste schouwing voordat het schip in dienst wordt gesteld of voordat het certificaat, vereist uit hoofde van voorschrift E-2 of E-3 voor de eerste maal wordt afgegeven. Bij deze schouwing wordt geïnfiltreerd of het op grond van voorschrift B-1 vereiste ballastwaterbeheerplan en de bijbehorende bouw, uitrusting, systemen, onderdelen, voorzieningen en materialen of processen volledig voldoen aan de vereisten van dit Verdrag.

.2 Een herschouwing met door de Administratie voorgeschreven tussenpozen van ten hoogste vijf jaar, behalve wanneer voorschrift E-5.2, E-5.5, E-5.6 of E-5.7 van toepassing is. Bij deze schouwing wordt geïnfiltreerd of het op grond van voorschrift B-1 vereiste ballastwaterbeheerplan en de bijbehorende bouw, uitrusting, systemen, onderdelen, voorzieningen en materialen of processen volledig voldoen aan de toepasselijke vereisten van dit Verdrag.

.3 Een tussentijdse schouwing binnen drie maanden voor of na de tweede verjaardatum of binnen drie maanden voor of na de derde verjaardatum van het certificaat, in plaats van een van de jaarlijkse schouwingen omschreven in het eerste lid, 4). De tussentijdse schouwingen dienen te waarborgen dat de uitrusting, de bijbehorende systemen en processen voor ballastwaterbeheer volledig voldoen aan de toepasselijke vereisten van deze Bijlage en in bedrijfsklare staat verkeren. Deze tussentijdse schouwingen worden aangetekend op het certificaat, afgegeven krachtens voorschrift E-2 of E-3.

.4 Een jaarlijkse schouwing binnen drie maanden voor of na iedere verjaardatum, met inbegrip van een algemene schouwing van de bouw, uitrusting, systemen, onderdelen, voorzieningen en materialen die deel uitmaken van het op grond van voorschrift B-1 vereiste ballastwaterbeheerplan om te waarborgen dat zij in overeenstemming met het negende lid worden onderhouden en in goede staat blijven verkeren voor de dienst waarvoor het schip bedoeld is. Deze jaarlijkse schouwingen worden aangetekend op het certificaat, afgegeven krachtens voorschrift E-2 of E-3.

- .5 Une visite supplémentaire, générale ou partielle selon le cas, qui doit être effectuée à la suite d'un changement, d'un remplacement ou d'une réparation importante de la structure, de l'équipement, des systèmes, des installations, des aménagements et des matériaux, nécessaire pour assurer la pleine conformité avec la présente Convention. Cette visite doit permettre de s'assurer que tout changement, remplacement ou toute réparation importante a été réellement effectuée de telle sorte que le navire satisfait aux prescriptions de la présente Convention. Ces visites doivent être portées sur le certificat délivré en vertu de la règle E-2 ou E-3.
2. Dans le cas des navires qui ne sont pas soumis aux dispositions du paragraphe 1, l'Administration détermine les mesures à prendre pour s'assurer que les dispositions applicables de la présente Convention sont respectées.
3. Les visites de navires aux fins de l'application des dispositions de la présente Convention doivent être effectuées par des agents de l'Administration. L'Administration peut toutefois confier les visites soit à des inspecteurs désignés à cet effet, soit à des organismes reconnus par elle.
4. Toute Administration qui désigne des inspecteurs ou des organismes reconnus pour effectuer les visites prévues au paragraphe 3 doit au moins habilitier ces inspecteurs ou organismes reconnus (2) à :
- .1 exiger qu'un navire soumis à une visite satisfasse aux dispositions de la présente Convention; et
 - .2 effectuer des visites et des inspections à la requête des autorités compétentes d'un Etat du port qui est Partie.
5. L'Administration doit notifier à l'Organisation les responsabilités spécifiques confiées aux inspecteurs désignés ou aux organismes reconnus et les conditions de leur habilitation afin qu'elle les diffuse aux Parties pour l'information de leurs agents.
6. Lorsque l'Administration, un inspecteur désigné ou un organisme reconnu détermine que la gestion des eaux de ballast du navire ne correspond pas aux indications du certificat prescrit en vertu de la règle E-2 ou E-3 ou est telle que le navire n'est pas apte à prendre la mer sans présenter de menace pour l'environnement, la santé humaine, les biens ou les ressources, cet inspecteur ou organisme doit veiller immédiatement à ce que des mesures correctives soient prises pour rendre le navire conforme. Un inspecteur ou organisme doit être informé immédiatement et faire en sorte que le certificat ne soit pas délivré ou soit retiré, selon le cas. Si le navire se trouve dans un port d'une autre Partie, les autorités compétentes de l'Etat du port doivent être informées immédiatement. Lorsqu'un agent de l'Administration, un inspecteur désigné ou un organisme reconnu a informé les autorités compétentes de l'Etat du port, le gouvernement de l'Etat du port intéressé doit fournir à l'agent, à l'inspecteur ou à l'organisme en question toute l'assistance nécessaire pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations en vertu de la présente règle, et notamment de prendre les mesures décrites à l'article 9.
7. Lorsqu'un accident survenu à un navire ou un défaut constaté à bord compromet fondamentalement l'aptitude du navire à procéder à la gestion des eaux de ballast conformément à la présente Convention, le propriétaire, l'exploitant ou toute autre personne ayant la charge du navire doit faire rapport dès que possible à l'Administration, à l'organisme reconnu ou à l'inspecteur désigné chargé de délivrer le certificat pertinent, lequel doit faire entreprendre une enquête afin de déterminer s'il est nécessaire de procéder à une visite conformément au paragraphe 1. Si le navire se trouve dans un port d'une autre Partie, le propriétaire, l'exploitant ou toute autre personne ayant la charge du navire doit également faire rapport immédiatement aux autorités compétentes de l'Etat du port et l'inspecteur désigné ou l'organisme reconnu doit s'assurer qu'un tel rapport a bien été fait.
8. Dans tous les cas, l'Administration intéressée se porte pleinement garante de l'exécution complète et de l'efficacité de la visite et s'engage à prendre les mesures nécessaires pour satisfaire à cette obligation.
9. L'état du navire et de son équipement, de ses systèmes et de ses procédés doit être maintenu conformément aux dispositions de la présente Convention de manière que le navire demeure à tous égards apte à prendre la mer sans présenter de menace pour l'environnement, la santé humaine, les biens ou les ressources.
10. Après l'une quelconque des visites prévues au paragraphe 1, aucun changement autre qu'un simple remplacement du matériel et des installations ne doit être apporté à la structure, à l'équipement, aux installations, aux aménagements ou aux matériaux associés au plan de gestion des eaux de ballast prescrit par la règle B-1 et ayant fait l'objet de la visite, sauf autorisation de l'Administration.

- .5 Een aanvullende algemene of deelschouwing, afhankelijk van hetgeen de omstandigheden vereisen, geschiedt na een wijziging, vervanging of ingrijpende reparatie van de bouw, uitrusting, systemen, onderdelen, voorzieningen en materialen die nodig is teneinde ten volle te kunnen voldoen aan dit Verdrag. De schouwing dient zodanig te zijn dat gewaarborgd wordt dat een dergelijke wijziging, vervanging of ingrijpende reparatie doeltreffend is geschied, zodat het schip voldoet aan de vereisten van dit Verdrag. Deze schouwingen worden aangetekend op het certificaat, afgegeven krachtens voorschrift E-2 of E-3.
2. De Administratie stelt passende maatregelen vast voor schepen die niet onder de bepalingen van het eerste lid vallen om te waarborgen dat voldaan wordt aan de toepasselijke bepalingen van dit Verdrag.
3. Schouwingen van schepen aangaande de handhaving van de bepalingen van dit Verdrag worden uitgevoerd door functionarissen van de Administratie. De Administratie kan de schouwingen evenwel toevertrouwen aan hetzij daartoe benoemde inspecteurs, hetzij door haar erkende organisaties.
4. Een Administratie die inspecteurs benoemt of organisaties erkent voor het verrichten van schouwingen als omschreven in het derde lid, verleent deze inspecteurs of organisaties tenminste de bevoegdheid (2) :
- .1 te vereisen dat het schip dat zij inspecteren voldoet aan de bepalingen van dit Verdrag; en
 - .2 schouwingen te verrichten indien zulks wordt verzocht door de desbetreffende autoriteiten van een havenstaat die Partij is.
5. De Administratie stelt de Organisatie in kennis van de specifieke verantwoordelijkheden en voorwaarden voor de aan de benoemde inspecteurs of erkende organisaties gedelegeerde bevoegdheden die deze doorgeeft aan de Partijen ten behoeve van hun functionarissen.
6. Indien de Administratie, een benoemde inspecteur of een erkende organisatie bepaalt dat het ballastwaterbeheer van een schip niet overeenkomt met de gegevens op het ingevolge voorschrift E-2 of E-3 vereiste certificaat of zodanig is dat het schip niet naar zee kan zonder een bedreiging te vormen voor of schade te veroorzaken aan het milieu, de gezondheid van de mens, aan goederen of hulpbronnen, dient de inspecteur of organisatie erop toe te zien dat onverwijld herstelmaatregelen worden getroffen opdat het schip alsnog aan de vereisten voldoet. Een inspecteur of organisatie dient onverwijld in kennis te worden gesteld en erop toe te zien dat het certificaat niet wordt afgegeven dan wel wordt ingetrokken, naar gelang hetgeen van toepassing is. Indien het schip in een haven van een andere Partij ligt, dienen ook de bevoegde autoriteiten van de havenstaat onmiddellijk te worden ingelicht. Wanneer een functionaris van de Administratie, een aangewezen inspecteur of een erkende organisatie de bevoegde autoriteiten van de havenstaat, heeft ingelicht, dient de regering van die havenstaat deze functionaris, inspecteur of organisatie alle nodige hulp te verlenen om hun verplichtingen uit hoofde van dit voorschrift te vervullen, met inbegrip van eventuele maatregelen bedoeld in artikel 9.
7. Wanneer een ongeval plaatsvindt met een schip of een defect wordt ontdekt waardoor de mogelijkheden op een schip om het ballastwater te beheren in overeenstemming met dit Verdrag wezenlijk worden aangetast, rapporteert de eigenaar, exploitant of een andere verantwoordelijke voor het schip dit zo spoedig mogelijk aan de Administratie, de erkende organisatie of de benoemde inspecteur die verantwoordelijk is voor de afgifte van het desbetreffende certificaat, die erop toeziet dat een onderzoek wordt ingesteld om te bepalen of een schouwing als vereist op grond van het eerste lid noodzakelijk is. Indien het schip zich bevindt in een haven van een andere Partij, meldt de eigenaar, exploitant of andere verantwoordelijke voor het schip dit tevens onverwijld aan de desbetreffende autoriteiten van de havenstaat en de benoemde inspecteur of erkende organisatie dient vast te stellen of deze melding heeft plaatsgevonden.
8. In alle gevallen staat de betrokken Administratie volledig garant voor de volledigheid en doeltreffendheid van de schouwing en dient zij te waarborgen dat de nodige maatregelen worden getroffen om aan deze verplichting te voldoen.
9. De toestand van het schip en zijn uitrusting, systemen en processen dienen zodanig te worden onderhouden dat voldaan wordt aan de bepalingen van dit Verdrag om te waarborgen dat het schip in alle opzichten geschikt blijft om naar zee te gaan zonder een bedreiging te vormen voor of schade te veroorzaken aan het milieu, de gezondheid van de mens, aan goederen of hulpbronnen.
10. Na afronding van een schouwing van het schip uit hoofde van het eerste lid mogen geen wijzigingen plaatsvinden aan de bouw, uitrusting, onderdelen, voorzieningen of materialen die behoren bij het op grond van voorschrift B-1 vereiste ballastwaterbeheerplan en geïnspecteerd zijn zonder sanctie van de Administratie, behalve bij directe vervanging van deze uitrusting of onderdelen.

Règle E-2

Délivrance d'un certificat ou apposition d'un visa

1. L'Administration doit veiller à ce qu'un certificat soit délivré à un navire auquel s'applique la règle E-1, après l'achèvement satisfaisant d'une visite effectuée conformément à ladite règle. Un certificat délivré sous l'autorité d'une Partie à la présente Convention doit être accepté par les autres Parties et considéré, à toutes les fins visées par la présente Convention, comme ayant la même validité qu'un certificat délivré par elles.

2. Les certificats doivent être délivrés ou visés soit par l'Administration, soit par tout agent ou organisme dûment autorisé par elle. Dans tous les cas, l'Administration assume l'entière responsabilité du certificat.

Règle E-3

Délivrance d'un certificat ou apposition d'un visa par une autre Partie

1. Une autre Partie peut, à la requête de l'Administration, faire visiter un navire et, si elle estime qu'il satisfait aux dispositions de la présente Convention, elle lui délivre un certificat ou en autorise la délivrance et, le cas échéant, appose un visa ou autorise l'apposition d'un visa sur le certificat dont est muni le navire, conformément à la présente Annexe.

2. Une copie du certificat et une copie du rapport de visite doivent être adressées dès que possible à l'Administration qui a fait la requête.

3. Un certificat ainsi délivré doit comporter une déclaration établissant qu'il a été délivré à la requête de l'Administration; il a la même valeur et doit être accepté dans les mêmes conditions qu'un certificat délivré par l'Administration.

4. Il ne doit pas être délivré de certificat à un navire qui est autorisé à battre le pavillon d'un Etat qui n'est pas Partie.

Règle E-4

Modèle du certificat

Le certificat doit être établi dans la langue officielle de la Partie qui le délivre, selon le modèle qui figure à l'appendice I. Si la langue utilisée n'est ni l'anglais, ni l'espagnol, ni le français, le texte doit comprendre une traduction dans l'une de ces langues.

Règle E-5

Durée et validité du certificat

1. Le certificat doit être délivré pour une durée spécifiée par l'Administration, qui ne doit pas dépasser cinq ans.

2. Pour les visites de renouvellement :

.1 Nonobstant les prescriptions du paragraphe 1, lorsque la visite de renouvellement est achevée dans un délai de trois mois avant la date d'expiration du certificat existant, le nouveau certificat est valable à compter de la date d'achèvement de la visite de renouvellement jusqu'à une date qui n'est pas postérieure de plus de cinq ans à la date d'expiration du certificat existant.

.2 Lorsque la visite de renouvellement est achevée après la date d'expiration du certificat existant, le nouveau certificat est valable à compter de la date d'achèvement de la visite de renouvellement jusqu'à une date qui n'est pas postérieure de plus de cinq ans à la date d'expiration du certificat existant.

.3 Lorsque la visite de renouvellement est achevée plus de trois mois avant la date d'expiration du certificat existant, le nouveau certificat est valable à compter de la date d'achèvement de la visite de renouvellement jusqu'à une date qui n'est pas postérieure de plus de cinq ans à la date d'achèvement de la visite de renouvellement.

3. Si un certificat est délivré pour une durée inférieure à cinq ans, l'Administration peut proroger la validité dudit certificat au-delà de la date d'expiration jusqu'à concurrence de la période maximale prévue au paragraphe 1, à condition que les visites spécifiées à la règle E-1.1.3, qui doivent avoir lieu lorsqu'un certificat est délivré pour cinq ans, soient effectuées selon que de besoin.

4. Si, après une visite de renouvellement, un nouveau certificat ne peut pas être délivré ou remis au navire avant la date d'expiration du certificat existant, la personne ou l'organisme autorisé par l'Administration peut apposer un visa sur le certificat existant et ce certificat doit être accepté comme valable pour une nouvelle période qui ne peut pas dépasser cinq mois à compter de la date d'expiration.

Voorschrift E-2

Afgifte of aantekenen van een certificaat

1. De Administratie waarborgt dat aan een schip waarop voorschrift E-1 van toepassing is een certificaat wordt afgegeven na bevredigende afronding van een schouwing verricht in overeenstemming met voormeld voorschrift. Een certificaat afgegeven in opdracht van een Partij van dit Verdrag wordt door de andere Partijen aanvaard en voor alle doeleinden die vallen onder dit Verdrag behandeld als ware het door henzelf afgegeven.

2. Certificaten worden afgegeven of aangetekend hetzij door de Administratie, hetzij door een daartoe door haar naar behoren gemachtigde persoon of organisatie. In alle gevallen neemt de Administratie de volle verantwoordelijkheid voor het certificaat op zich.

Voorschrift E-3

Afgifte of aantekenen van een certificaat door een andere Partij

1. Op verzoek van de Administratie kan een andere Partij een schip doen schouwen en, indien zij ervan overtuigd is dat aan de bepalingen van dit Verdrag wordt voldaan, geeft zij het certificaat af of geeft zij toestemming voor afgifte van het certificaat aan het schip, en waar van toepassing viseert zij of geeft zij toestemming voor het viseren van dat certificaat van het schip in overeenstemming met deze Bijlage.

2. Een afschrift van het certificaat en een afschrift van het schouwingsrapport worden zo spoedig mogelijk toegezonden aan de Administratie die het verzoek heeft gedaan.

3. Een aldus afgegeven certificaat dient een verklaring te bevatten inhoudende dat het is afgegeven op verzoek van de Administratie en heeft dezelfde waarde en wordt op dezelfde wijze erkend als een certificaat dat is afgegeven door de Administratie.

4. Geen certificaat wordt afgegeven aan een schip dat gerechtigd is de vlag te voeren van een Staat die geen Partij is.

Voorschrift E-4

Model van het certificaat

Het certificaat wordt opgesteld in de officiële taal van de Partij die het afgeeft in een vorm die overeenkomt met het model vervat in aanhangsel I. Indien de gebruikte taal Engels, Frans noch Spaans is, dient de tekst een vertaling in een van deze talen te omvatten.

Voorschrift E-5

Looptijd en geldigheid van het certificaat

1. Een certificaat wordt afgegeven voor een door de Administratie gespecificeerde termijn die evenwel niet langer is dan vijf jaar.

2. Voor herschouwingen :

.1 Onverminderd de vereisten van het eerste lid, indien de herschouwing wordt afgerond binnen drie maanden voor de datum waarop het bestaande certificaat verstrijkt, is het nieuwe certificaat geldig vanaf de datum waarop de herschouwing is afgerond tot een datum uiterlijk vijf jaar na de datum waarop het bestaande certificaat verstrijkt.

.2 Indien de herschouwing wordt afgerond na de datum waarop het bestaande certificaat verstrijkt, is het nieuwe certificaat geldig vanaf de datum waarop de herschouwing is afgerond tot een datum uiterlijk vijf jaar na de datum waarop het bestaande certificaat verstrijkt.

.3 Indien de herschouwing meer dan drie maanden voor de datum waarop het bestaande certificaat verstrijkt wordt afgerond, is het nieuwe certificaat geldig vanaf de datum waarop de herschouwing is afgerond tot een datum uiterlijk vijf jaar na de datum waarop de herschouwing is afgerond.

3. Indien een certificaat wordt afgegeven voor een kortere termijn dan vijf jaar, kan de Administratie de geldigheidsduur van het certificaat verlengen tot na de datum van het verstrijken ervan tot de maximumperiode genoemd in het eerste lid, mits de vereiste schouwingen bedoeld in voorschrift E-1.1.3, indien een certificaat wordt afgegeven voor een termijn van vijf jaar, naar behoren worden uitgevoerd.

4. Indien een herschouwing is afgerond en voor de datum van verstrijken van het bestaande certificaat geen nieuw certificaat kan worden afgegeven of aan boord van het schip kan worden genomen, kan de door de Administratie gemachtigde persoon of organisatie het bestaande certificaat viseren en een dergelijk certificaat dient te worden aanvaard als geldig voor een volgende periode die zich evenwel niet mag uitstreken tot vijf maanden na de datum van verstrijken.

5. Si, à la date d'expiration du certificat, le navire ne se trouve pas dans un port dans lequel il doit subir une visite, l'Administration peut proroger la validité de ce certificat. Toutefois, une telle prorogation ne doit être accordée que pour permettre au navire d'achever son voyage vers le port dans lequel il doit être visité et ce, uniquement dans le cas où cette mesure semble opportune et raisonnable. Aucun certificat ne doit être ainsi prorogé pour une période de plus de trois mois et un navire auquel cette prorogation a été accordée n'est pas en droit, en vertu de cette prorogation, après son arrivée dans le port dans lequel il doit être visité, d'en repartir sans avoir obtenu un nouveau certificat. Lorsque la visite de renouvellement est achevée, le nouveau certificat est valable pour une période n'excédant pas cinq ans à compter de la date d'expiration du certificat existant avant que la prorogation ait été accordée.

6. Un certificat délivré à un navire effectuant des voyages courts, qui n'a pas été prorogé conformément aux dispositions précédentes de la présente règle, peut être prorogé par l'Administration pour une période de grâce ne dépassant pas d'un mois la date d'expiration indiquée sur ce certificat. Lorsque la visite de renouvellement est achevée, le nouveau certificat est valable pour une période n'excédant pas cinq ans à compter de la date d'expiration du certificat existant avant que la prorogation ait été accordée.

7. Dans certains cas particuliers, tels qu'arrêtés par l'Administration, il n'est pas nécessaire que la validité du nouveau certificat commence à la date d'expiration du certificat existant conformément aux prescriptions du paragraphe 2, 2), et paragraphe 5 ou 6 de la présente règle. Dans ces cas particuliers, le nouveau certificat est valable pour une période n'excédant pas cinq ans à compter de la date d'achèvement de la visite de renouvellement.

8. Lorsqu'une visite annuelle est effectuée dans un délai inférieur à celui qui est spécifié à la règle E-1 :

.1 la date anniversaire figurant sur le certificat est remplacée au moyen d'un visa par une date qui ne doit pas être postérieure de plus de trois mois à la date à laquelle la visite a été achevée;

.2 la visite annuelle ou intermédiaire suivante prescrite à la règle E-1 doit être achevée aux intervalles stipulés par cette règle, calculés à partir de la nouvelle date anniversaire;

.3 la date d'expiration peut demeurer inchangée à condition qu'une ou plusieurs visites annuelles, selon le cas, soient effectuées de telle sorte que les intervalles maximaux entre visites prescrits par la règle E-1 ne soient pas dépassés.

9. Un certificat délivré en vertu de la règle E-2 ou E-3 cesse d'être valable dans l'un quelconque des cas suivants :

.1 si la structure, l'équipement, les systèmes, les installations, les aménagements et les matériaux nécessaires pour satisfaire pleinement à la présente Convention ont fait l'objet d'un changement, d'un remplacement ou d'une réparation importante et si un visa n'a pas été apposé sur le certificat conformément à la présente Annexe;

.2 si un navire passe sous le pavillon d'un autre Etat. Un nouveau certificat ne doit être délivré que si la Partie délivrant le nouveau certificat à la certitude que le navire satisfait aux prescriptions de la règle E-1. Dans le cas d'un transfert de pavillon entre Parties, si la demande lui en est faite dans un délai de trois mois à compter du transfert, la Partie dont le navire était autorisé précédemment à battre le pavillon adresse dès que possible à l'Administration des copies du certificat dont le navire était muni avant le transfert, ainsi que des copies des rapports de visite, le cas échéant;

.3 si les visites pertinentes ne sont pas achevées dans les délais spécifiés à la règle E-1.1; ou

.4 si le visa prévu à la règle E-1.1 n'a pas été apposé sur le certificat.

(1) Il convient de se reporter au Code ISM que l'Organisation a adopté par la résolution A.741(18), telle que modifiée.

(2) Se reporter aux Directives que l'Organisation a adoptées par la résolution A.739(18), telles qu'elles pourraient être modifiées par l'Organisation et aux spécifications que l'Organisation a adoptées par la résolution A.789(19), telles qu'elles pourraient être modifiées par l'Organisation.

5. Indien een schip op het tijdstip waarop het certificaat verstrijkt zich niet in de haven bevindt waarin het dient te worden geschouwd, kan de Administratie de geldigheid van het certificaat verlengen. Een verlenging mag alleen geschieden om het schip in staat te stellen de reis naar de haven waarin het dient te worden geschouwd te voltooien en zulks uitsluitend in gevallen waarin dat passend en redelijk lijkt. Geen enkel certificaat wordt verlengd met meer dan drie maanden en een schip waarvan het certificaat wordt verlengd is, na aankomst in de haven waarin het dient te worden geschouwd niet gerechtigd op grond van die verlenging de haven te verlaten zonder nieuw certificaat. Zodra de herschouwing is voltooid, is het nieuwe certificaat geldig tot een datum uiterlijk vijf jaar na de datum van verstrijken van het bestaande certificaat voordat het verlengd werd.

6. Voor een certificaat afgegeven aan een schip dat korte reizen maakt en dat niet is verlengd op grond van de voorgaande bepalingen van dit voorschrift kan door de Administratie ten hoogste een maand uitstel worden verleend vanaf de erop vermelde datum van verstrijken. Zodra de herschouwing is voltooid, is het nieuwe certificaat geldig tot een datum uiterlijk vijf jaar na de datum van verstrijken van het bestaande certificaat voordat het verlengd werd.

7. Onder bijzondere omstandigheden vast te stellen door de Administratie behoeft een nieuw certificaat niet te worden gedateerd vanaf de datum van verstrijken van het bestaande certificaat zoals bepaald in het tweede lid, 2), en het vijfde of zesde lid, van dit voorschrift. Onder deze bijzondere omstandigheden is het nieuwe certificaat geldig tot een datum uiterlijk vijf jaar na de datum van afronding van de herschouwing.

8. Indien een jaarlijkse schouwing wordt afgerond voorafgaand aan de termijn vermeld in voorschrift E-1 :

.1 wordt de verjaardatum op het certificaat door middel van een aantekening gewijzigd in een datum uiterlijk drie maanden na de datum waarop de schouwing werd afgerond;

.2 wordt de volgende jaarlijkse of tussentijdse schouwing vereist op grond van voorschrift E-1 verricht met de in dat voorschrift voorgeschreven tussenpozen uitgaande van de nieuwe verjaardatum;

.3 kan de datum van verstrijken ongewijzigd blijven, mits een of meer jaarlijkse schouwingen, naar gelang hetgeen van toepassing is, zodanig worden verricht dat de maximumtermijnen tussen de schouwingen als voorgeschreven in voorschrift E-1 niet worden overschreden.

9. Een certificaat afgegeven uit hoofde van voorschrift E-2 of E-3 is niet langer geldig in de volgende gevallen :

.1 indien de bouw, uitrusting, systemen, onderdelen, voorzieningen en materialen die nodig zijn om volledig te voldoen aan dit Verdrag worden gewijzigd, vervangen of een ingrijpende reparatie ondergaan en op het certificaat niet is aangetekend in overeenstemming met deze Bijlage;

.2 bij overdracht van het schip onder de vlag van een andere Staat. Een nieuw certificaat wordt uitsluitend afgegeven wanneer de Partij die het nieuwe certificaat afgeeft er ten volle van overtuigd is dat het schip voldoet aan de vereisten van voorschrift E-1. In het geval van een overdracht van een vlag tussen Partijen zendt de Partij wier vlag het schip voordien gerechtigd was te voeren, indien zij daarom wordt verzocht binnen drie maanden nadat de overdracht heeft plaatsgevonden, zo spoedig mogelijk aan de Administratie van de andere Partij afschriften van de certificaten die het schip aan boord had vóór de overdracht en, indien beschikbaar, afschriften van de desbetreffende schouwingrapporten.

.3 indien de desbetreffende schouwingen niet zijn afgerond binnen de termijnen vermeld in voorschrift E-1.1; of

.4 indien het certificaat niet aangetekend is in overeenstemming met voorschrift E-1.1.

(1) Het is afgesproken om te verwijzen naar de ISM Code die de Organisatie heeft overgenomen door de resolutie A.741(8), zoals aangepast.

(2) Verwijzen naar de Richtsnoeren die de Organisatie heeft aangenomen door de resolutie A.739(18), zoals ze zouden kunnen aangepast zijn door de Organisatie en naar de specificaties die de Organisatie heeft aangenomen door de resolutie A.789(19); zoals ze zouden kunnen aangepast zijn door de Organisatie.

Appendice I

Modèle de certificat international de gestion des eaux de ballast

CERTIFICAT INTERNATIONAL DE GESTION DES EAUX DE BALLAST

Délivré en vertu des dispositions de la Convention internationale pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires (ci-après dénommée « la Convention ») sous l'autorité du Gouvernement

.....
 (Nom officiel complet du pays)

par

(Titre officiel complet de la personne compétente ou de l'organisme autorisé en vertu des dispositions de la Convention)

Caractéristiques du navire (1)

Nom du navire

Numéro ou lettres distinctifs

Port d'immatriculation

Jauge brute

Numéro OMI (2)

Date de construction

Capacité en eaux de ballast (en mètres cubes)

Renseignements sur la(les) méthode(s) utilisée(s) pour procéder à la gestion des eaux de ballast

Méthode utilisée pour procéder à la gestion des eaux de ballast

Date d'installation (s'il y a lieu)

Nom du fabricant (s'il y a lieu)

La(les) principale(s) méthode(s) utilisée(s) pour procéder à la gestion des eaux de ballast à bord du présent navire est (sont) :

conforme(s) à la règle D-1

conforme(s) à la règle D-2

(veuillez préciser)

le navire est soumis à la règle D-4

IL EST CERTIFIÉ :

1. que le navire a été visité conformément à la règle E-1 de l'Annexe de la Convention; et

2. qu'à la suite cette visite, il a été constaté que la gestion des eaux de ballast à bord du navire satisfaisait aux dispositions de l'Annexe de la Convention.

Le présent certificat est valable jusqu'au..... sous réserve des visites prévues à la règle E-1 de l'Annexe de la Convention.

Date d'achèvement de la visite sur la base de laquelle le présent certificat est délivré : jour/mois/année

Délivré à

(Lieu de délivrance du certificat)

Le

(Date de délivrance)

.....
 (Signature de l'agent autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

(1) Les caractéristiques du navire peuvent aussi être présentées horizontalement dans des cases.

(2) Système de numéros OMI d'identification des navires que l'Organisation a adopté par la résolution A.600(15).

VISA APPOSE APRES ACHEVEMENT DE LA VISITE DE RENOUVELLEMENT,
EN CAS D'APPLICATION DE LA REGLE E-5.4

Le navire satisfait aux dispositions pertinentes de la Convention et le présent certificat, conformément à la règle E-5.4 de l'Annexe de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé

(Signature de l'agent autorisé)

Lieu

Date

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

VISA DE PROROGATION DE LA VALIDITE DU CERTIFICAT JUSQU'A CE QUE LE NAVIRE ARRIVE DANS LE
PORT DE VISITE OU POUR UNE PERIODE DE GRACE, EN CAS D'APPLICATION DE LA REGLE E-5.5 OU E-5.6

Le présent certificat, conformément à la règle E-5.5 ou E-5.6 (*) de l'Annexe de la Convention, est accepté comme valable jusqu'au

Signé

(Signature de l'agent autorisé)

Lieu

Date

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

VISA POUR L'AVANCEMENT DE LA DATE ANNIVERSAIRE, EN CAS D'APPLICATION DE LA REGLE E-5.8

Conformément à la règle E-5.8 de l'Annexe de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au

Signé

(Signature de l'agent autorisé)

Lieu

Date

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

Conformément à la règle E-5.8 de l'Annexe de la Convention, la nouvelle date anniversaire est fixée au

Signé

(Signature de l'agent autorisé)

Lieu

Date

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

(*) Rayer les mentions inutiles.

VERTALING

Aanhangsel I

Model van Internationaal Ballastwaterbeheercertificaat

INTERNATIONAAL BALLASTWATERBEHEERCERTIFICAAT

Afgegeven uit hoofde van de bepalingen van het Internationaal Verdrag voor de controle en het beheer van ballastwater en sedimenten van schepen (hierna te noemen « het Verdrag ») onder het gezag van de regering van

.....
(Volledige officiële aanduiding van het land)

door

(Volledige officiële aanduiding van de bevoegde persoon of organisatie gemachtigd overeenkomstig de bepalingen van het Verdrag)

Gegevens van het schip (1)

Naam van het schip

Onderscheidingsnummer of -letters

Haven van registratie

Brutotonnenmaat

IMO-nummer (2)

Bouwdatum

Ballastwatercapaciteit (in kubieke meter)

Gegevens van de gehanteerde methode(s) voor ballastwaterbeheer

Gehanteerde methode voor ballastwaterbeheer

Datum van installatie (indien van toepassing)

Naam van fabrikant (indien van toepassing)

De methode(n) voor ballastwaterbeheer die aan boord van dit schip voornamelijk wordt (worden) gehanteerd is (zijn) :

in overeenstemming met voorschrift D-1

in overeenstemming met voorschrift D-2

(omschrijven

op het schip is voorschrift D-4 van toepassing

HIERBIJ WORDT VERKLAARD :

1. dat het schip is geschouwd in overeenstemming met voorschrift E-1 van de Bijlage bij het Verdrag; en
2. dat uit de schouwing is gebleken dat het ballastwaterbeheer aan boord van het schip voldoet aan de bepalingen van de Bijlage bij het Verdrag.

Dit certificaat is geldig als de schouwingsin overeenstemming met voorschrift E-1 van de Bijlage bij het Verdrag.

Datum van afronding van de schouwing waarop dit certificaat gebaseerd is : dd/mm/yyyy

Afgegeven te

(Plaats van afgifte van het certificaat)

.....
(Datum van afgifte)

.....
(Handtekening van bevoegde ambtenaar die het certificaat afgeeft)

(Zegel of stempel van de instantie, naar gelang wat van toepassing is)

(1) De gegevens van het schip kunnen ook horizontaal worden vermeld in de vakjes.

(2) Stelsel voor scheepsidentificatienummers van de IMO door de Organisatie aangenomen bij resolutie A.600(15).

AANTEKENING INDIEN DE HERSCHOUWING IS AFGEROND EN VOORSCHRIFT E-5.4 VAN TOEPASSING IS

Het schip voldoet aan de desbetreffende bepalingen van het Verdrag en dit certificaat wordt in overeenstemming met voorschrift E-5.4 van de Bijlage bij het Verdrag aanvaard als zijnde geldig tot

Ondertekend door

(Handtekening van bevoegde ambtenaar)

Plaats

Datum

(Zegel of stempel van de instantie, naar gelang wat van toepassing is)

AANTEKENING TOT VERLENGING VAN DE GELDIGHEID VAN HET CERTIFICAAT TOTDAT DE HAVEN VAN SCHOUWING IS BEREIKT OF GEDURENDE EEN TERMIJN VAN UITSTEL INDIEN VOORSCHRIFT E-5.5 OF E-5.6 VAN TOEPASSING IS

Dit certificaat wordt in overeenstemming met voorschrift E-5.5 of E-5.6 (*) van de Bijlage bij het Verdrag aanvaard als zijnde geldig tot

Ondertekend door

(Handtekening van bevoegde ambtenaar)

Plaats

Datum

(Zegel of stempel van de instantie, naar gelang wat van toepassing is)

AANTEKENING TOT VERVROEGING VAN DE VERJAARDATUM
INDIEN VOORSCHRIFT E-5.8 VAN TOEPASSING IS

In overeenstemming met voorschrift E-5.8 van de Bijlage bij het Verdrag is de nieuwe verjaardatum

Ondertekend door

(Handtekening van bevoegde ambtenaar)

Plaats

Datum

(Zegel of stempel van de instantie, naar gelang wat van toepassing is)

In overeenstemming met voorschrift E-5.8 van de Bijlage bij het Verdrag is de nieuwe verjaardatum

Ondertekend door

(Handtekening van bevoegde ambtenaar)

Plaats

Datum

(Zegel of stempel van de instantie, naar gelang wat van toepassing is)

(*) Doorhalen wat niet van toepassing is.

Appendice II

Modèle de registre des eaux de ballast

CONVENTION INTERNATIONALE POUR LE CONTROLE
ET LA GESTION DES EAUX DE BALLAST ET SEDIMENTS DES NAVIRES

Période allant du au

Nom du navire

Numéro OMI

Jauge brute

Pavillon

Capacité totale en eaux de ballast (en mètres cubes)

Le navire est muni d'un plan de gestion des eaux de ballast

Schéma du navire indiquant les citernes à ballast :

1. Introduction

Conformément à la règle B-2 de l'Annexe de la Convention internationale pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires, il doit être tenu un registre dans lequel est consignée chaque opération concernant les eaux de ballast, y compris les rejets effectués en mer et dans des installations de réception.

2. Eaux de ballast et gestion des eaux de ballast

L'expression « eaux de ballast » désigne les eaux et les matières en suspension chargées à bord d'un navire pour contrôler l'assiette, la gîte, le tirant d'eau, la stabilité ou les contraintes. La gestion des eaux de ballast doit être conforme à un plan approuvé de gestion des eaux de ballast et tenir compte des Directives (1) élaborées par l'Organisation.

3. Mentions portées sur le registre des eaux de ballast

Des mentions doivent être portées sur le registre des eaux de ballast à chacune des occasions suivantes :

3.1. Lorsque le navire prend de l'eau de ballast :

- .1 Date, heure et lieu, port ou installation, de la prise de ballast (port ou latitude/longitude), profondeur si en dehors du port
- .2 Estimation du volume de ballast pris à bord, en mètres cubes
- .3 Signature de l'officier chargé de l'opération

3.2. Chaque fois que de l'eau de ballast est mise en circulation ou traitée aux fins de la gestion des eaux de ballast :

- .1 Date et heure de l'opération
- .2 Estimation du volume mis en circulation ou traité (en mètres cubes)
- .3 L'opération a-t-elle été menée conformément au plan de gestion des eaux de ballast?
- .4 Signature de l'officier chargé de l'opération

3.3. Lorsque l'eau de ballast est rejetée à la mer :

- .1 Date, heure et lieu, port ou installation, du rejet (port ou latitude/longitude)
- .2 Estimation du volume de ballast rejeté, en mètres cubes, et du volume restant, en mètres cubes
- .3 Le plan approuvé de gestion des eaux de ballast a-t-il été mis en œuvre avant le rejet?
- .4 Signature de l'officier chargé de l'opération

3.4. Lorsque de l'eau de ballast est rejetée dans une installation de réception :

- .1 Date, heure et lieu de la prise de ballast
- .2 Date, heure et lieu du rejet de ballast
- .3 Port ou installation
- .4 Estimation du volume de ballast rejeté ou pris en mètres cubes
- .5 Le plan approuvé de gestion des eaux de ballast a-t-il été mis en œuvre avant le rejet?
- .6 Signature de l'officier chargé de l'opération

3.5. Rejet accidentel ou autre prise ou rejet exceptionnel d'eau de ballast

- .1 Date et heure à laquelle le rejet ou la prise de ballast s'est produit
- .2 Port ou position du navire au moment du rejet ou de la prise de ballast
- .3 Estimation du volume de ballast rejeté
- .4 Circonstances de la prise, du rejet, de la fuite ou de la perte de ballast, cause et observations générales
- .5 Le plan approuvé de gestion des eaux de ballast a-t-il été mis en œuvre avant le rejet?
- .6 Signature de l'officier chargé de l'opération

3.6. Procédures d'exploitation supplémentaires et observations générales

4. Volume d'eau de ballast

Le volume d'eau de ballast à bord du navire devrait être estimé en mètres cubes. Le registre des eaux de ballast se réfère à maintes reprises à l'estimation du volume d'eau de ballast. Il est reconnu que la précision avec laquelle les volumes sont estimés est sujette à interprétation.

(1) Il convient de se reporter aux Directives relatives au contrôle et à la gestion des eaux de ballast des navires en vue de réduire au minimum le transfert d'organismes aquatiques nuisibles et d'agents pathogènes que l'Organisation a adoptées par la résolution A.868(20).

REGISTRE DES OPERATIONS CONCERNANT LES EAUX DE BALLAST
 EXEMPLE DE PAGE DU REGISTRE DES EAUX DE BALLAST

Nom du navire

Numéro ou lettres distinctifs

Date	Rubrique (numéro)	Opération/signature de l'officier responsable

Signature du capitaine

Aanhangsel II

Model voor Ballastwaterjournaal

INTERNATIONAAL VEDRAG VOOR DE CONTROLE EN HET BEHEER
 VAN BALLASTWATER EN SEDIMENTEN VAN SCHEPEN

Periode van tot

Naam van het schip

IMO-nummer

Brutotonnenmaat

Varend onder de vlag van

Totale ballastwatercapaciteit (in kubieke meter)

Dit schip is voorzien van een ballastwaterbeheersplan

Schets van het schip met aanduiding van de ballasttanks :

1. Inleiding

In overeenstemming met voorschrift B-2 van de Bijlage bij het Internationaal Verdrag voor de controle en het beheer van ballastwater en sedimenten van schepen dient een journaal te worden bijgehouden van alle ballastwateroperaties. Deze omvatten lozingen op zee en bij ontvangstvoorzieningen.

2. Ballastwater en ballastwaterbeheer

Onder « ballastwater » wordt verstaan water met daarin zwevende deeltjes dat aan boord genomen wordt teneinde de trim, helling, diepgang, stabiliteit van of krachten op het schip te beheersen. Het beheer van ballastwater dient in overeenstemming te zijn met een goedgekeurd ballastwaterbeheersplan en dient rekening te houden met de door de Organisatie opgestelde Richtsnoeren (1).

3. Notities in het ballastwaterjournaal

Elk van de volgende gebeurtenissen dient te worden genoteerd in het ballastwaterjournaal :

3.1. Wanneer ballastwater wordt ingenomen :

.1 Datum, tijd en plaats van haven of voorziening van inname (haven of coördinaten), diepte indien buiten haven.

.2 Geschat volume van inname in kubieke meter

.3 Handtekening van de officier verantwoordelijk voor de operatie

3.2. Wanneer ballastwater wordt rondgepompt of behandeld ten behoeve van ballastwaterbeheer :

.1 Datum en tijdstip van operatie

.2 Geschat rondgepompt of behandeld volume (in kubieke meter)

.3 Al dan niet verricht in overeenstemming met het ballastwaterbeheersplan

.4 Handtekening van de officier verantwoordelijk voor de operatie

3.3. Wanneer ballastwater wordt geloosd op zee :

.1 Datum, tijd en plaats van haven of voorziening van lozing (haven of coördinaten).

.2 Geschat geloosd volume in kubieke meter en achtergebleven volume in kubieke meter

.3 Of het goedgekeurde ballastwaterbeheersplan voorafgaand aan de lozing geïmplementeerd was

.4 Handtekening van de officier verantwoordelijk voor de operatie

3.4. Indien ballastwater wordt geloosd bij een ontvangstvoorziening :

.1 Datum, tijd en locatie van inname

.2 Datum, tijd en locatie van lozing

.3 Haven of voorziening

.4 Geschat volume van geloosd of ingenomen ballastwater, in kubieke meter

.5 Of het goedgekeurde ballastwaterbeheersplan voorafgaand aan de lozing geïmplementeerd was

.6 Handtekening van de officier verantwoordelijk voor de operatie

3.5. Gevallen van onbedoelde of anderszins uitzonderlijke lozing of inname van ballastwater :

- .1 Datum en tijdstip van deze gevallen
- .2 Haven of positie van het schip ten tijde van deze gevallen
- .3 Geschat volume van geloosd ballastwater
- .4 Omstandigheden van inname, lozing, ontsnapping of verlies, de redenen ervoor en algemene opmerkingen
- .5 Of het goedgekeurde ballastwaterbeheersplan voorafgaand aan de lozing geïmplementeerd was
- .6 Handtekening van de officier verantwoordelijk voor de operatie

3.6. Aanvullende operationele procedures en algemene opmerkingen

4. Volume van ballastwater

Het volume van het ballastwater aan boord dient te worden geschat in kubieke meter. Het ballastwaterjournaal bevat veel verwijzingen naar het geschatte volume van ballastwater. Onderkend wordt dat de accuratesse van de geschatte volumes aan ballast voor interpretatie vatbaar is.

(1) Zie de door de Organisatie bij resolutie A.868(20) aangenomen Richtsnoeren voor controle en beheer van ballastwater van schepen teneinde de verplaatsing van schadelijke aquatische organismen en ziektekiemen te beperken.

JOURNAAL VAN BALLASTWATEROPERATIES

VOORBEELD VAN EEN PAGINA UIT HET BALLASTWATERJOURNAAL

Naam van het schip

Onderscheidingsnummer of -letters

Datum	Categorie (nummer)	Journal van operaties/handtekening van verantwoordelijke officier

Handtekening van kapitein

Liste des pays signataires pour un traité

Etats / Organisation	Type de consentement	Date de consentement	Date d'entrée en vigueur locale
AFRIQUE DU SUD	Adhésion	15/04/2008	08/09/2017
ALBANIE	Adhésion	15/01/2009	08/09/2017
ALLEMAGNE	Adhésion	20/06/2013	08/09/2017
ANTIGUA	Adhésion	19/12/2008	08/09/2017
ARGENTINE	Ratification		08/09/2017
AUSTRALIE	Ratification		08/09/2017
BARBADE	Adhésion	11/05/2007	08/09/2017
BELGIQUE	Adhésion	07/03/2016	08/09/2017
BRÉSIL	Ratification	14/04/2010	08/09/2017
CANADA	Adhésion	08/04/2010	08/09/2017
CONGO (REP. DEMOCRATIQUE)	Adhésion	16/05/2014	08/09/2017
COOK(ILES)	Adhésion	02/02/2010	08/09/2017
CORÉE DU SUD	Adhésion	10/12/2009	08/09/2017
CROATIE	Adhésion	29/06/2010	08/09/2017
DANEMARK	Adhésion	11/09/2012	08/09/2017
EGYPTE	Adhésion	18/05/2007	08/09/2017
ESPAGNE	Ratification	14/09/2005	08/09/2017
FIDJI	Adhésion	08/03/2016	08/09/2017
FINLANDE	Acceptation	08/09/2016	08/09/2017
FRANCE	Adhésion	24/09/2008	08/09/2017

Etats / Organisation	Type de consentement	Date de consentement	Date d'entrée en vigueur locale
GÉORGIE	Adhésion	12/01/2015	08/09/2017
GHANA	Adhésion	26/11/2015	08/09/2017
INDONESIE	Adhésion	24/11/2015	08/09/2017
IRAN	Adhésion	06/04/2011	08/09/2017
JAPON	Adhésion	10/10/2014	08/09/2017
JORDANIE		09/09/2014	08/09/2017
KENYA	Adhésion	14/01/2008	08/09/2017
KIRIBATI	Adhésion	05/02/2007	08/09/2017
LIBAN	Adhésion	15/12/2011	08/09/2017
LIBERIA	Adhésion	18/09/2008	08/09/2017
MALAISIE	Adhésion	27/09/2010	08/09/2017
MALDIVES	Ratification	22/06/2005	08/09/2017
MAROC	Adhésion	23/11/2015	08/09/2017
MARSHALL (ILES)	Adhésion	26/11/2009	08/09/2017
MEXIQUE	Adhésion	18/03/2008	08/09/2017
MONGOLIE	Adhésion	28/09/2011	08/09/2017
MONTÉNÉGRO	Adhésion	29/11/2011	08/09/2017
NIGÉRIA	Adhésion	13/10/2005	08/09/2017
NIUE	Adhésion	18/05/2012	08/09/2017
NORVEGE	Adhésion	29/03/2007	08/09/2017
NOUVELLE-ZÉLANDE	Adhésion	09/01/2017	08/09/2017
PALAU	Adhésion	28/09/2011	08/09/2017
PANAMA	Adhésion	19/10/2016	08/09/2017
PAYS-BAS	Approbation	10/05/2010	08/09/2017
PÉROU	Adhésion	10/06/2016	08/09/2017
RUSSIE	Adhésion	24/05/2012	08/09/2017
SAINT-CHRISTOPHE-ET-NIEVES	Adhésion	30/08/2005	08/09/2017
SAINTE LUCIE	Adhésion	26/05/2016	08/09/2017
SIERRA LÉONE	Adhésion	21/11/2007	08/09/2017
SUEDE	Adhésion	24/11/2009	08/09/2017
SUISSE	Adhésion	24/09/2013	08/09/2017
SYRIE	Ratification	02/09/2005	08/09/2017
TONGA	Adhésion	16/04/2014	08/09/2017
TRINIDAD ET TOBAGO	Adhésion	03/01/2012	08/09/2017
TURQUIE	Adhésion	14/10/2014	08/09/2017
TUVALU	Adhésion	02/12/2005	08/09/2017

Lijst van de landen voor een verdrag

Staten / Organisaties	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
ALBANIE	Toetreding	15/01/2009	08/09/2017
ANTIGUA	Toetreding	19/12/2008	08/09/2017
ARGENTINIE	Bekrachtiging		08/09/2017
AUSTRALIE	Bekrachtiging		08/09/2017
BARBADOS	Toetreding	11/05/2007	08/09/2017
België	Toetreding	07/03/2016	08/09/2017

Staten / Organisaties	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
BRAZILIE	Bekrachtiging	14/04/2010	08/09/2017
CANADA	Toetreding	08/04/2010	08/09/2017
CONGO (DEMOCRATISCHE REP.)	Toetreding	16/05/2014	08/09/2017
COOK(EIL.)	Toetreding	02/02/2010	08/09/2017
DENEMARKEN	Toetreding	11/09/2012	08/09/2017
DUITSLAND	Toetreding	20/06/2013	08/09/2017
EGYPTE	Toetreding	18/05/2007	08/09/2017
FIJI	Toetreding	08/03/2016	08/09/2017
FINLAND	Aanvaarding	08/09/2016	08/09/2017
FRANKRIJK	Toetreding	24/09/2008	08/09/2017
GEORGIE	Toetreding	12/01/2015	08/09/2017
GHANA	Toetreding	26/11/2015	08/09/2017
INDONESIE	Toetreding	24/11/2015	08/09/2017
IRAN	Toetreding	06/04/2011	08/09/2017
JAPAN	Toetreding	10/10/2014	08/09/2017
JORDANIE		09/09/2014	08/09/2017
KENIA	Toetreding	14/01/2008	08/09/2017
KIRIBATI	Toetreding	05/02/2007	08/09/2017
KOREA (ZUID)	Toetreding	10/12/2009	08/09/2017
KROATIE	Toetreding	29/06/2010	08/09/2017
LIBANON	Toetreding	15/12/2011	08/09/2017
LIBERIA	Toetreding	18/09/2008	08/09/2017
MALEDIVEN	Bekrachtiging	22/06/2005	08/09/2017
MALEISIE	Toetreding	27/09/2010	08/09/2017
MAROKKO	Toetreding	23/11/2015	08/09/2017
MARSHALL (EIL.)	Toetreding	26/11/2009	08/09/2017
MEXICO	Toetreding	18/03/2008	08/09/2017
MONGOLIE	Toetreding	28/09/2011	08/09/2017
MONTENEGRO	Toetreding	29/11/2011	08/09/2017
NEDERLAND	Goedkeuring	10/05/2010	08/09/2017
NIEUW-ZEELAND	Toetreding	09/01/2017	08/09/2017
NIGERIA	Toetreding	13/10/2005	08/09/2017
NIUE	Toetreding	18/05/2012	08/09/2017
NOORWEGEN	Toetreding	29/03/2007	08/09/2017
PALAU	Toetreding	28/09/2011	08/09/2017
PANAMA	Toetreding	19/10/2016	08/09/2017
PERU	Toetreding	10/06/2016	08/09/2017
RUSLAND	Toetreding	24/05/2012	08/09/2017
SAINT KITTS ET NEVIS	Toetreding	30/08/2005	08/09/2017
SIERRA LEONE	Toetreding	21/11/2007	08/09/2017
SPANJE	Bekrachtiging	14/09/2005	08/09/2017
ST. LUCIA	Toetreding	26/05/2016	08/09/2017
SYRIE	Bekrachtiging	02/09/2005	08/09/2017
TONGA	Toetreding	16/04/2014	08/09/2017

Staten / Organisaties	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
TRINIDAD EN TOBAGO	Toetreding	03/01/2012	08/09/2017
TURKIJE	Toetreding	14/10/2014	08/09/2017
TUVALU	Toetreding	02/12/2005	08/09/2017
ZUID-AFRIKA	Toetreding	15/04/2008	08/09/2017
ZWEDEN	Toetreding	24/11/2009	08/09/2017
ZWITSERLAND	Toetreding	24/09/2013	08/09/2017

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2017/40683]

31 JUILLET 2017. — Loi portant, en application de l'article 71 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, confirmation de deux arrêtés royaux

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Sont confirmés avec effet à la date de leur entrée en vigueur respective :

1° l'arrêté royal du 20 mars 2017 modifiant l'arrêté royal du 4 avril 2014 portant la détermination, le calcul et le paiement de la dotation fédérale de base pour les zones de secours;

2° l'arrêté royal du 20 mars 2017 modifiant l'arrêté royal du 19 avril 2014 portant la détermination de la clé de répartition de la dotation fédérale complémentaire pour les prézones et les zones de secours.

Donné à Bruxelles, le 31 juillet 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

J. JAMBON

Scellé du sceau de l'Etat :

Le ministre de la Justice,

K. GEENS

Note

(1) Chambre des représentants

www.lachambre.be

Documents: 54-2530/4. — Compte rendu intégral: 19 et 30 juillet 2017.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2017/40683]

31 JULI 2017. — Wet houdende bekrachtiging van twee koninklijke besluiten met toepassing van artikel 71 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Worden bekrachtigd met ingang van hun respectieve dag van inwerkingtreding :

1° het koninklijk besluit van 20 maart 2017 tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 april 2014 inzake vaststelling, berekening en betaling van de federale basisdotatie voor de hulpverleningszones;

2° het koninklijk besluit van 20 maart 2017 tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van de verdeelsleutel van de bijkomende federale dotatie aan de prezones en aan de hulpverleningszones.

Gegeven te Brussel, 31 juli 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

J. JAMBON

Met's Lands zegel gezegd :

De minister van Justitie,

K. GEENS

Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

www.dekamer.be

Stukken: 54-2530/4. — Integraal verslag: 19 en 20 juli 2017.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2017/30932]

30 AOUT 2017. — Arrêté royal fixant le modèle de la formule de déclaration en matière d'impôt des non-résidents (personnes physiques) pour l'exercice d'imposition 2017 (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, l'article 307, modifié par la loi du 22 juillet 1993, par l'arrêté royal du 20 décembre 1996, par les lois des 15 mars 1999, 10 août 2001, 8 juin 2009, 30 juillet 2013, 25 avril 2014 et 26 décembre 2015 et par les lois-programmes des 23 décembre 2009, 29 mars 2012, 27 décembre 2012, 10 août 2015 et 1 juillet 2016;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2017/30932]

30 AUGUSTUS 2017. — Koninklijk besluit tot vastlegging van het model van het aangifteformulier inzake belasting van niet-inwoners (natuurlijke personen) voor het aanslagjaar 2017 (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, artikel 307, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1993, bij het koninklijk besluit van 20 december 1996, bij de wetten van 15 maart 1999, 10 augustus 2001, 8 juni 2009, 30 juli 2013, 25 april 2014 en 26 december 2015 en bij de programmawetten van 23 december 2009, 29 maart 2012, 27 december 2012, 10 augustus 2015 en 1 juli 2016;